

Refondation – Recomposition : « *Plus jamais ça ! Préparons le 'jour d'après'* »

§ *Plan détaillé :*

⇒ *A) L'Humain en lui-même :*

- ☒ 11/ L'Approche Anthropologique
- ☒ 12) Les quatre ontologies (Philippe DESCOLA)

⇒ *B) L'Humain et son contexte :*

- ☒ 21/ Le Buen Vivir et ses 4 dimensions
- ☒ 22/ Le Buen Vivir en 6 domaines sociétaux d'application
- ☒ 23/ Le Développement Durable et ses 3piliers

⇒ *C) L'Humain, comme « animal politique » - Aristote :*

- ☒ 31) Une Ethique fondatrice pour l'Humain politique:
- ☒ 32) La Gouvernance et le Développement Humain
- ☒ 33) Les 4 saisons du développement : une grille de compréhension-action :
- ☒ 34) Le tétraèdre du jeu stratégique : Acteurs ⇔ Territoires ⇔ Ressources ⇔ Enjeux
- ☒ 35) Le quadrilatère des objectifs : Contribution ⇔ Rétribution ⇔ Répartition ⇔ Promotion
- ☒ 36) La Gestion des Biens Communs : Elinor OSTROM
- ☒ 37) Les Inégalités et la Pauvreté : Coopération ou Rivalité ?
- ☒ 38) Système et Référentiel – la comptabilité et les indices
- ☒ 39) Economie Participative et Territoriale : le rôle des coopérations et des solidarités locales

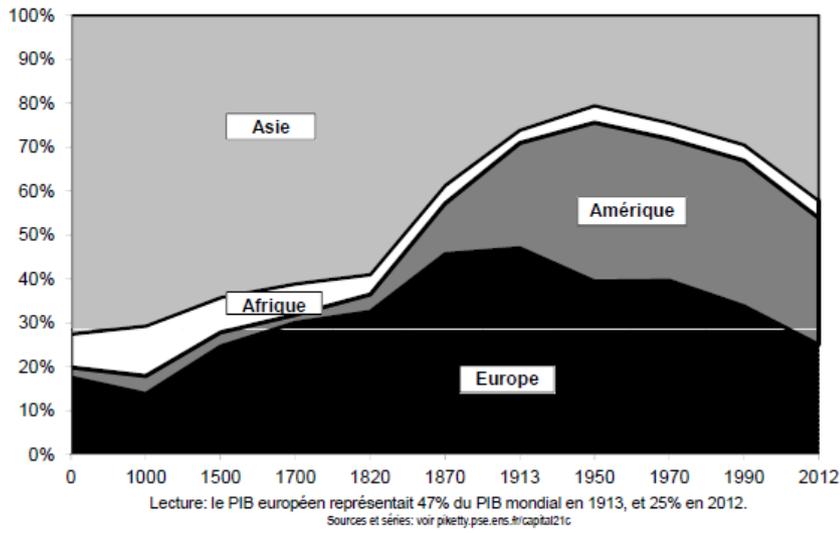
⇒ *Ouverture : Refondation ou Recomposition !*

Aujourd'hui, où nous sentons que la sortie de crise se profile à un horizon de quelques semaines, il apparaît urgent de préparer un changement, une mutation dans les modes fondamentaux de pensée et d'action pour la gouvernance de nos sociétés, et ceci au plan local comme au plan global. D'abord, parce que « la génération spontanée n'existe pas » - Pasteur l'a démontré en biologie en 1860 ! – pas davantage en politique, économie, commerce, sociologie qu'en technologie : et donc que la refondation ou recomposition du monde sera faite d'une façon ou d'une autre, en fonction de la préparation qu'en auront anticipée tels ou tels groupes ; ensuite, parce que certains ont fortement intérêt à, et ne rêvent que de, prolonger ce qui leur a si bien réussi jusque-là !

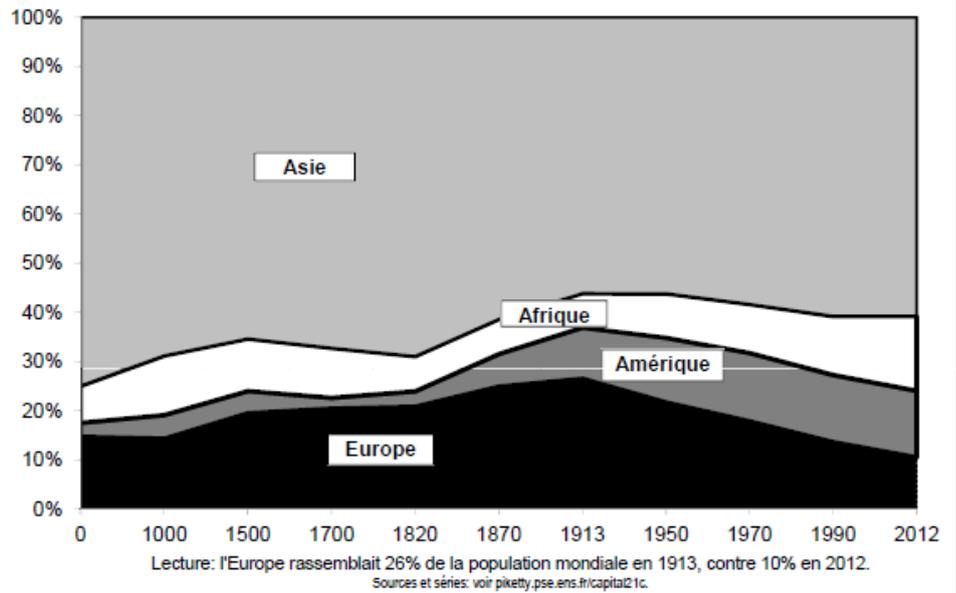
Il semblerait que plusieurs n'aient pas compris, qu'*au sortir du confinement, l'aspiration au changement d'air sera forte, et plus encore au changement d'ère !* Rattraper quoi, et pour quoi, et pour qui ? Les plus légitimes à parler de rattrapage ne sont-ils pas les peuples qui (sur-)vivent avec quelques dollars par jour pour leur famille, dollars arrachés à la force de la sueur et du sang ? Les statistiques sur les inégalités qui sont mises à notre disposition aujourd'hui, font ressortir, qu'entre peuples comme à l'intérieur des nations, les inégalités sont parvenues à un niveau scandaleux et explosif : les 3 graphiques ci-dessous portant sur longue période démontrent que nos représentations ne sont pas toujours celles que nous imaginons et gagnent à être révisées, qu'il s'agisse de la production, de la population, ou des inégalités. *Alors rattraper la vitesse antérieure, pour aller plus fort dans le mur du dérèglement climatique et sociétal ? Cela vaut la peine de repenser les modalités du rattrapage, n'est-ce pas ! La révision portera donc aussi sur les priorités du nouveau contrat sociétal à reconstruire.*

§ *Ce texte a été rédigé au cours du mois d'avril 2020, mettant à profit « le temps de cerveau disponible » (Patrick LE LAY) qui nous fut alloué par le confinement, à l'occasion du Covid-19 !*

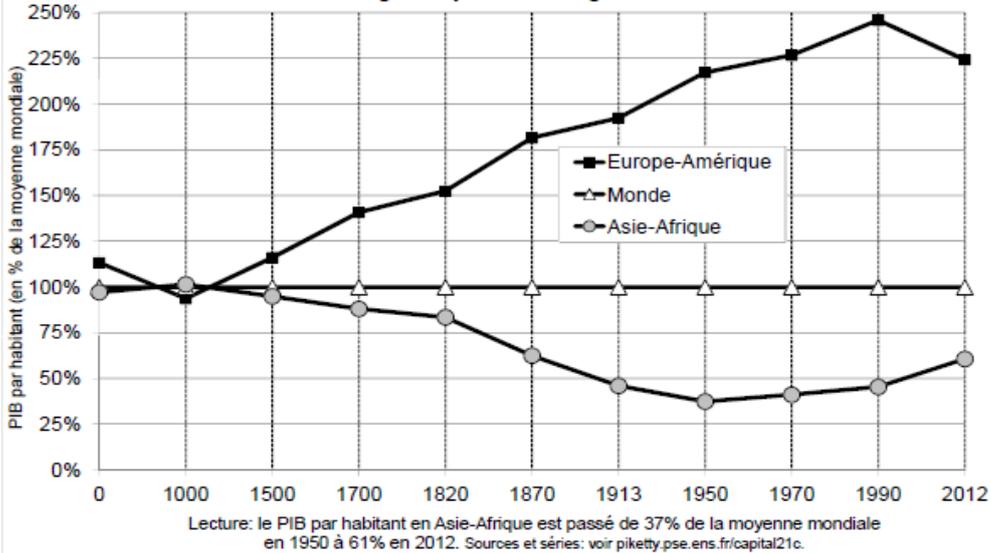
Graphique S1.1. La répartition de la production mondiale 0-2012



Graphique S1.2. La répartition de la population mondiale 0-2012



Graphique S1.3. L'inégalité mondiale 0-2012: divergence puis convergence?



Au final, un changement de dénomination ne sert à rien s'il ne correspond pas et ne s'établit d'abord pas sur un changement de posture intérieure et structurante ; rappelons le mot attribué à Francis BLANCHE ou Alfred SAUVY, sur *l'alternative à assumer* : «**face au monde qui bouge, mieux vaut penser le changement que changer le pansement**». Ceci signifie notamment qu'il sera nécessaire de revoir complètement nos priorités de développement, en inversant la hiérarchie des thématiques, qui plaçait jusqu'alors la Technologie, l'Economie et la Finance liées avant toutes autres considérations, dans l'ordre suivant: *Ethique; Politique; Territorial; Ecologique; Social; Economique*.

Ce travail important de refondation reste à construire : *identifier et choisir, au sein des propositions diverses, qui émergent et sont formulées dans les différents registres de la stratégie et de la gouvernance participative et démocratique, les critères, les indicateurs et les mesures à même d'assurer cette refondation - recomposition*, si utile à la société dans son ensemble sous bien des aspects, pour lui assurer *une forme institutionnelle solide et pérenne*. Pour mener à bien ce travail de fond, il est indispensable d'activer fortement les échanges entre les réseaux et les expériences de l'Economie Coopérative et Solidaire, de la Démocratie Participative, ou de la Gouvernance Territoriale, dans de nombreux territoires d'échelles différentes, depuis les niveaux locaux jusqu'aux Macro-Bassins géopolitiques.

Ce travail pourrait s'articuler de la manière suivante, et autour de *5 chantiers à mener en même temps*:

- *Une comparaison ou croisement des diverses éthiques*, comme sujet d'une thèse en philosophie politique, serait fort utile. Cependant, au vu du calendrier et des échéances urgentes, cette contribution risque « d'arriver après la bataille » ; elle reste à mener pour éclairer les choix.
- *Une compilation d'expériences menées par divers groupes et dans différents secteurs d'activités*, dans différentes régions du monde, et à plusieurs échelles. Cette recension peut être menée rapidement, et donc apporter un éclairage nécessaire.
- *Une collection d'interviews d'acteurs et groupes investis dans l'Economie Coopérative et Solidaire et la Gouvernance Territoriale* (anciens expérimentés et jeunes débutants). Ces interviews donneront de la chair et de la personnalisation aux autres travaux.
- *La constitution d'un ou plusieurs groupes transversaux*, locaux et à échelles plus larges, mêlant des politiques, des professionnels, des ONG, des citoyens : *pour débattre et élaborer des propositions, avant de les pousser en direction des responsables légitimes*, afin qu'ils les intègrent absolument dans leurs schémas de décisions. Ces groupes peuvent s'appuyer sur des clubs existants ou en constituer de nouveaux, avec *l'objectif de faire confluencer cette énergie sociétale réflexive et innovante vers une action effective d'influence et d'influx sur les décideurs politiques et économiques*.
- *Au niveau politique, la convergence de plusieurs mouvements politiques devra s'organiser* : en s'appuyant sur des expériences de démocratie participative « remontante » (comme les rosiers ou les fraisiers, qui produisent ainsi plusieurs fois des fleurs ou fruits dans une même saison, et en partant du pied, donc de la base !), telles que le Grand Débat pour l'Europe, ou la Convention Citoyenne pour le Climat ; en organisant aussi *un dialogue effectif et approfondi, axé plutôt sur les convergences fortes que sur les divergences faibles*, entre des mouvements ou partis politiques tels que : EELV-Les Verts, Génération.S ou le PS. D'autres courants de pensées (philosophique, politique ou spirituelle) peuvent aussi se lancer dans ce travail de proposition pour la refondation : lorsque Jean XXIII a lancé le Concile Vatican II en 1962, il a parlé « d'aggiornamento » ; les informaticiens plus modernes parlent de « mise à jour » des logiciels. C'est sûrement ce à quoi nous sommes aujourd'hui invités. L'apport de penseurs et de militants engagés dans la lutte contre la pauvreté ou les inégalités sera nécessaire, pour que la réflexion débouche sur un programme systémique solide.

D'autres convergences politiques vont s'organiser dans d'autres horizons : certaines respectables et ouvertes, d'autres plus fermées et excluantes. Il nous appartient de nous organiser et nous investir dans celle qui nous paraissent les plus éthiques et intégralement humaines ; et toutes ne le sont pas autant, voire pas du tout. Dans un ouvrage à venir, qui est prêt à proposer à l'édition-impression, intitulé « **Développement et Buen Vivir: D'une incompatibilité absolue vers des convergences souhaitables !** », j'ai analysé quelques aspects de notre développement actuel, basé principalement sur la croissance économique, et proposé plusieurs pistes pour renouveler notre manière de nous situer, à la fois au niveau des structures et à celui des comportements, au plan personnel comme au plan communautaire. Le texte qui suit s'appuie sur ce projet d'ouvrage, en le rénovant en fidélité aux temps qu'il nous est donné de vivre.

✘ **Quelques pensées pour élargir la nôtre :**

« *Homo sum ; humani nihil a me alienum puto* » ⇔ « *Je suis un homme ; je considère que rien de ce qui est humain ne m'est étranger* » (Heautontimoroumenos, v. 77) Publius TERENCE AFER-190 à 160 av. JC). Devise reprise par le journal TC - Témoignage Chrétien.

« *La Gloire de Dieu, c'est l'homme debout / vivant* » St Irénée, évêque martyr – Lyon (177 à 202)

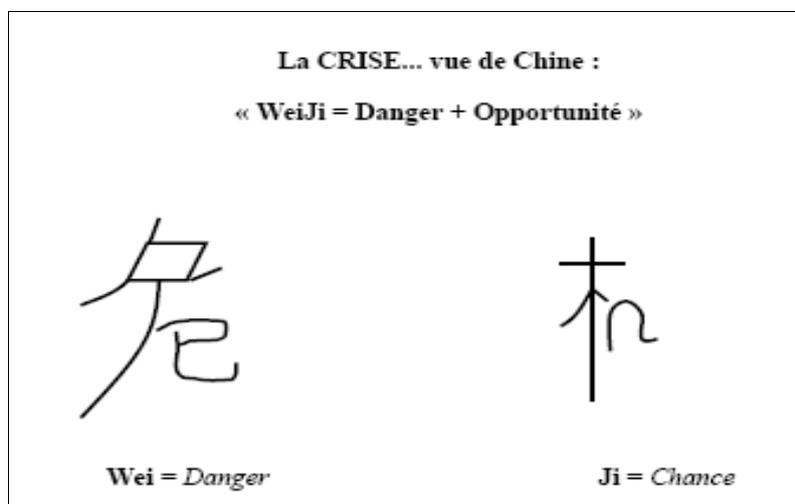
« *L'homme n'est ni ange ni bête ; et le malheur veut que qui veut faire l'ange fait la bête* » Pensées – Blaise PASCAL (1623-1662)

« *L'humanité, qui devrait avoir six mille ans d'expérience, retombe en enfance à chaque génération* » Contes répliques et bons mots - Tristan BERNARD (1866-1947).

"*Pour dire simplement ce qu'on apprend au milieu des fléaux, (...) il y a dans les hommes plus de choses à admirer que de choses à mépriser.*" La Peste (1947) - Albert CAMUS

"*Le vrai problème n'est pas de savoir si nous vivrons après la mort mais si nous serons vivants avant la mort*" Maurice ZUNDEL (1897-1975)

Il est connu que l'idéogramme chinois représentant le mot « crise » est composé de 2 bases : « le danger » et « l'opportunité ». A nous la responsabilité de construire l'opportunité pour sortir du danger !



Nous proposons d'examiner plusieurs sources de réflexions et d'échanges, qui permettent la discussion et la construction d'une proposition articulée et consistante, autour de 3 entrées principales :

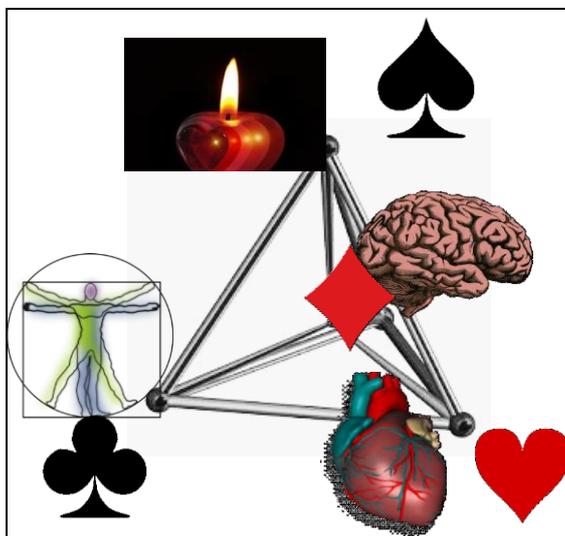
- ⇒ **A) L'Humain en lui-même ;**
- ⇒ **B) L'Humain et son contexte ;**
- ⇒ **C) L'Humain, comme « animal politique » - Aristote.**

Ces 3 entrées principales facilitent l'examen des diverses propositions d'élargissement et approfondissement de la discussion, afin de rechercher les convergences utiles pour refonder ou recomposer une vision partageable entre les diverses options et opinions qui constituent nos sociétés, tant locales, que nationales ou mondiale.

⇒ **A) L'Humain en lui-même :**

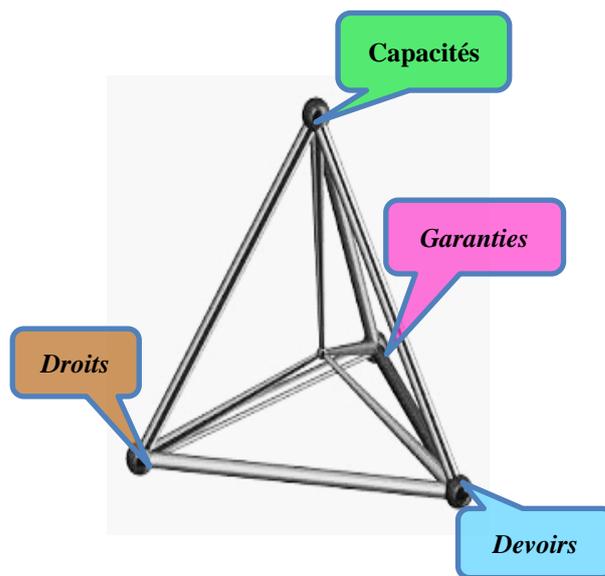
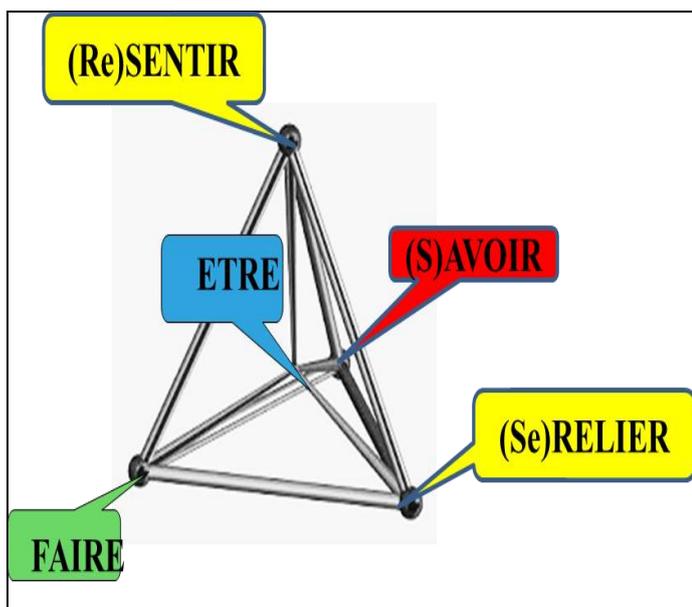
✘ **11/ L'Approche Anthropologique :** l'une, plus traditionnelle, se base sur une vision de l'Humain (la Personne) en 4 registres (corporel, affectif, mental, spirituel) ; celle que Philippe DESCOLA propose renouvelle et élargit notre lecture des relations entre Humains et Non-Humains. Il faut y ajouter les différentes façons d'aborder la relation entre femme et homme, entre masculin et féminin notamment (le yin et le yang asiatiques), et l'ouverture à d'autres types de relations entre humains.

Dans le schéma ci-après, nous avons représenté la vision de l'Humain au cours des premiers siècles de notre ère, dans le monde hellénique et romain du bassin méditerranéen : celui-ci pense *l'être humain comme composé de 4 registres articulés : corporel, affectif, mental, spirituel*. Cette compréhension de l'être humain est partagée par de nombreuses populations et leurs sages dans le Monde, qui considèrent ces 4 dimensions comme constitutives et caractéristiques de l'humain, intégré à la nature et non pas séparé. Elle se différencie un peu de la vision du Siècle des Lumières ou des temps modernes, qui a mis en avant la dimension de l'individu libre pour ne considérer que les 3 premières, et un peu en retrait la dimension spirituelle et communautaire; alors que, paradoxalement, cette vision « moderne » relie les humains aux non-humains par la constitution physique ou matérielle de la chimie et de la biologie.

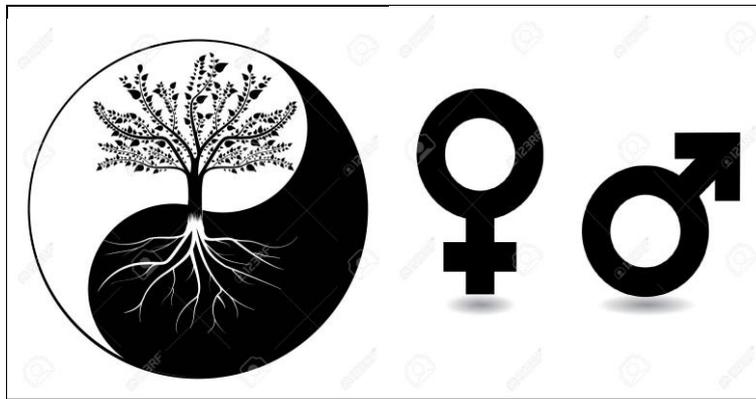


D'autres manières de voir l'Humain sont possibles et complémentaires de celle-ci : une personne humaine, c'est aussi :

- **Vivre** sous ses diverses composantes : (Re-) Sentir, Faire, (S-) Avoir, (Se) Relier, qui concourent à *Être* ;
- **Exister** : et donc mettre en œuvre ses Droits, ses garanties, et exercer ses Devoirs et ses Capacités; ceci comme une autre manière d'*Être*.



Le développement humain intégral peut s'appuyer sur cette vision de l'Humain pour *reconstruire une approche correcte du contrat social à rebâtir* ; il est indispensable d'y *joindre une approche respectueuse des relations femmes ↔ hommes, ou Isha ↔ Ish*.



Yin-Yang

Masculin – Féminin

⇒ **12) Les quatre ontologies (Par-delà nature et culture - Philippe DESCOLA - 2005):**

Cette approche novatrice offre l'avantage de pouvoir comparer, et donc relier, **4 visions différentes des relations entre Humains et Non-Humains, à partir de 2 dimensions : la physicalité**, soit l'ensemble des caractéristiques visibles ou matérielles, **et l'intériorité**, soit les dimensions mentale et affective, pour relier cette approche avec la précédente, comme celle des scientifiques et des modernes ; **et de 2 types de relations : la différenciation ou l'identité** entre Humains et Non-Humains sur ces 2 dimensions. Les Indiens Achuar, à l'origine de ses réflexions, font aussi référence aux esprits de la chasse (plutôt masculins) et du jardin (plutôt féminins). *Philippe DESCOLA inclut-il ceci dans leur intériorité ? L'interpréter comme de la spiritualité des Achuar trahit-il sa pensée, et la leur ? En tout cas, elle présenterait ainsi moins de rigueur, ou de raideur, que les religions monothéistes !* Ceci permet de déterminer ainsi **les 4 ontologies proposées : l'animisme, le totémisme, l'analogisme, et le naturalisme**. Pour être complet, il convient d'y combiner **6 modes de relation, gradués de façon sommaire en positives, neutres et négatives** soit : **prédation, échange, don, transmission, conservation et production**.

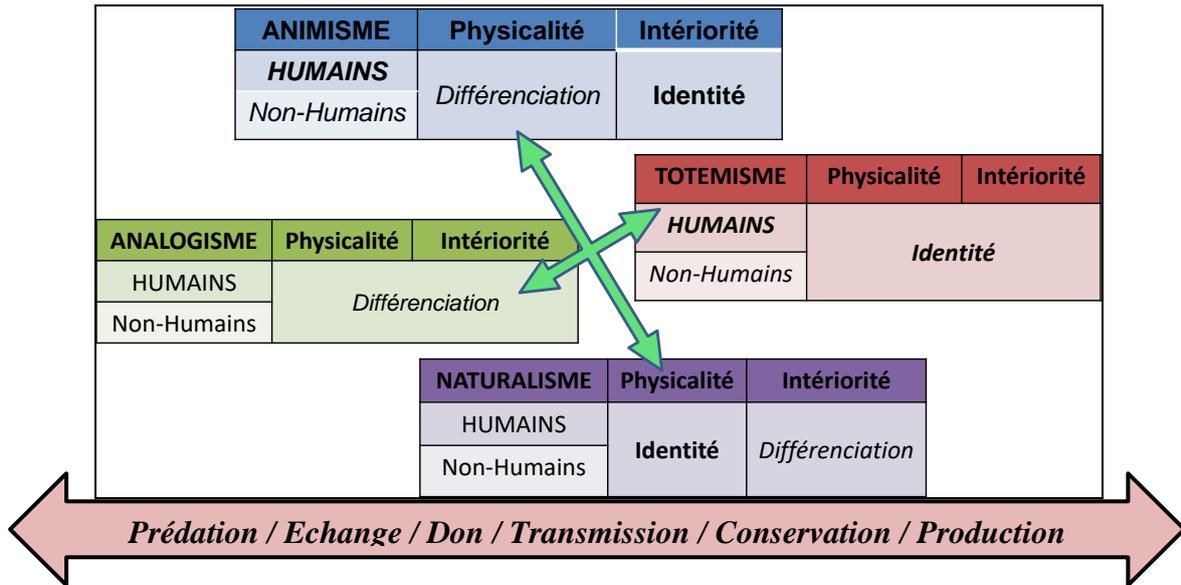
Totémisme : Le totémisme caractérise les sociétés pour lesquelles les discontinuités et identités entre non-humains permettent de penser celles entre les humains ; ainsi la différence des uns – des espèces entre elles – est synonyme de la différence des autres – des clans entre eux. Pour ces sociétés il y a une identité à la fois dans l'intériorité et la physicalité des groupes d'humains et de "leurs" correspondants non-humains : le clan s'assimile alors à son totem, à la fois à son esprit et à ses attributs physiques. Les non-humains sont ainsi des signes, des témoignages, de la variété humaine. (*Chamanisme et Asie centrale*).

Animisme : l'animisme caractérise les sociétés pour lesquelles les attributs sociaux des non-humains permettent de catégoriser des relations ; les non-humains sont les termes d'une relation. Il y a donc une identité entre humains et non-humains dans l'intériorité, mais pas dans la physicalité. (*Afrique*)

Analogisme : L'analogisme se caractérise par une discontinuité à la fois des intériorités **et** des physicalités des humains et des non-humains: *1) les non-humains n'ont pas une intériorité identique à celle des humains*, en termes de subjectivité, conscience, communication, conscience de soi, mémoire, intentionnalité, sentiment; *2) les non-humains n'ont pas la même physicalité que les humains*, non seulement en termes de corps, mais encore en termes de mode d'existence, d'usages, d'habitat, de régime alimentaire, de mode de reproduction. Il y a une classification par attributs, c'est-à-dire en listant des états, propriétés, relations... Les sociétés où l'analogisme est présent se caractériseront alors par des systèmes fortement dualistes. (*Amérindiens*)

Naturalisme : Seule la société naturaliste (occidentale) produit cette frontière entre soi et autrui, en introduisant l'idée de « nature » qui sous-tend implicitement une représentation du monde basée sur une dichotomie entre nature et culture. La nature serait ce qui ne relève pas de la culture, ce qui ne relève pas des traits distinctifs de l'espèce humaine, et des savoirs et savoir-faire humains. Alors que cette nature (le monde physique) est fondamentalement universelle (les mêmes atomes fondent l'ensemble de l'univers, les mêmes lois et déterminismes fixent et s'appliquent à l'humain et au non humain), la culture différencie l'humain du non humain, mais également les sociétés humaines entre elles. Cette distinction occidentale récente - résultat d'une histoire particulière - est inexistante dans les autres sociétés, et fonde la difficulté occidentale à appréhender ces dernières. (*Europe et « Occident »*).

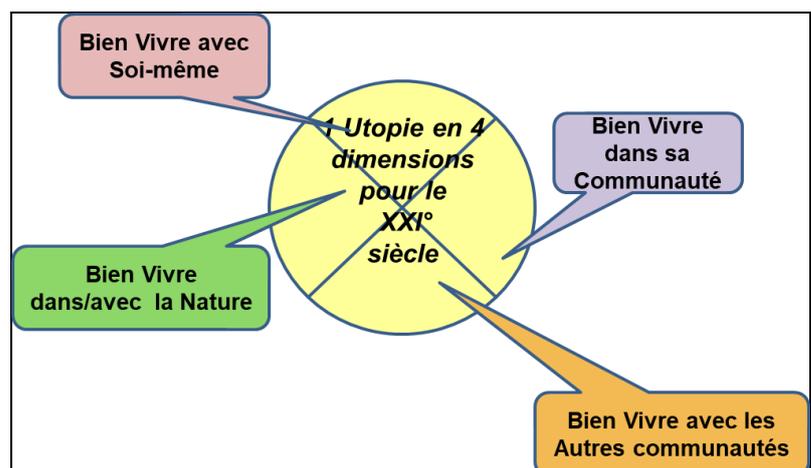
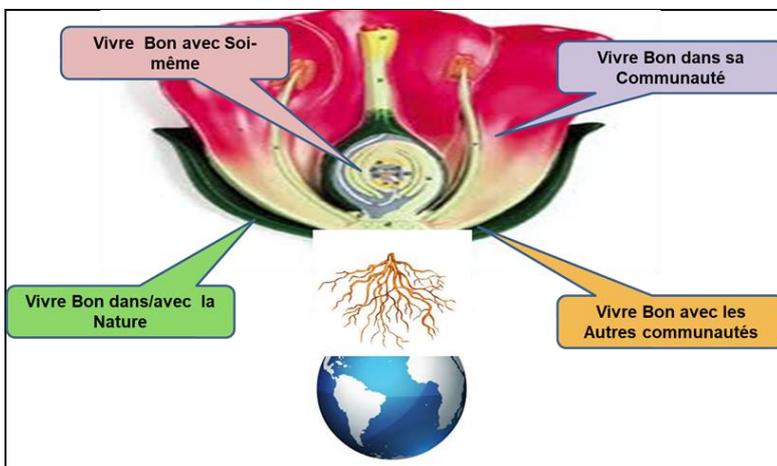
L'animisme correspond à des conceptions plutôt courantes dans l'aire africaine ; le totémisme dans l'aire sibérienne ; l'analogisme dans l'aire andine-amazonienne; et le naturalisme pour la conception occidentale ou « moderne ».



⇒ **B) L'Humain et son contexte :**

⊗ 21/ *Le Buen Vivir et ses 4 dimensions [avec soi-même; avec sa communauté; dans la nature; avec les autres communautés]* sont aujourd'hui traduites dans plusieurs constitutions d'Etats modernes, dont l'Equateur (2008) et la Bolivie (2009) ; mais aussi sous d'autres formes et lieux, le Bonheur National Brut au Bhoutan, ou l'Ubuntu en Afrique australe :

*Buen VIVIR ⇔ VIVRE Bon ⇔ Sumaq KAUSAY ⇔ Suman Qamaña ⇔ Ñan Dereko
Ivi maraei ⇔ Sumaq Kausay Kusqasunchis”*



Le « Buen Vivir » est un apport venu des territoires Indiens des Andes et de l'Amazonie, qui propose une autre manière de vivre les relations Divin ↔ Humain ↔ Cosmos. Il s'exprime dans les diverses langues de cette aire, et peut se traduire sous plusieurs expressions équivalentes ou approchantes en termes "occidentaux": "Vivre Généreux Ensemble" ↔ "Vivre Dignement / Noblement". Le Buen Vivir relie les 4 dimensions de manière inséparable: la bienveillance ou le respect envers soi-même; envers les personnes de sa communauté proche (famille et milieu de vie); envers la nature, ou plutôt comme un des éléments de celle-ci (ceux que DESCOLA désigne comme non-humains); envers les autres communautés humaines (y compris celles avec lesquelles on est en désaccord, voir en conflit).

✕ **22/ Le Buen Vivir en 6 domaines sociétaux d'application** : ils sont basés sur une approche systémique des droits, devoirs et garanties des Acteurs valorisant des Ressources disponibles dans leurs Territoires. Les constitutions de l'Equateur (2008) et de la Bolivie (2009) font ressortir 8 points majeurs, qui s'appuient sur le Buen Vivir comme doctrine et pratique andine-amazonienne ancienne et actualisée.

Ces 8 points révèlent *une vision innovante de la vie sociétale en 6 domaines articulés ou reliés, et hiérarchisés*, qui peuvent nous inspirer ou éclairer pour changer notre manière d'envisager le développement : **Ethique et Spirituel**: les fondements idéologiques ; **Politique et Stratégique** : les traductions institutionnelles ; **Social et Culturel**: les comportements, les pratiques et les rites ; **Ecologique et Territorial**: les ressources et les espaces ; **Technologique, Economique et Financier**: les applications concrètes ; **Gouvernance, Organisation et Juridique**: les modalités du Vivre Ensemble.

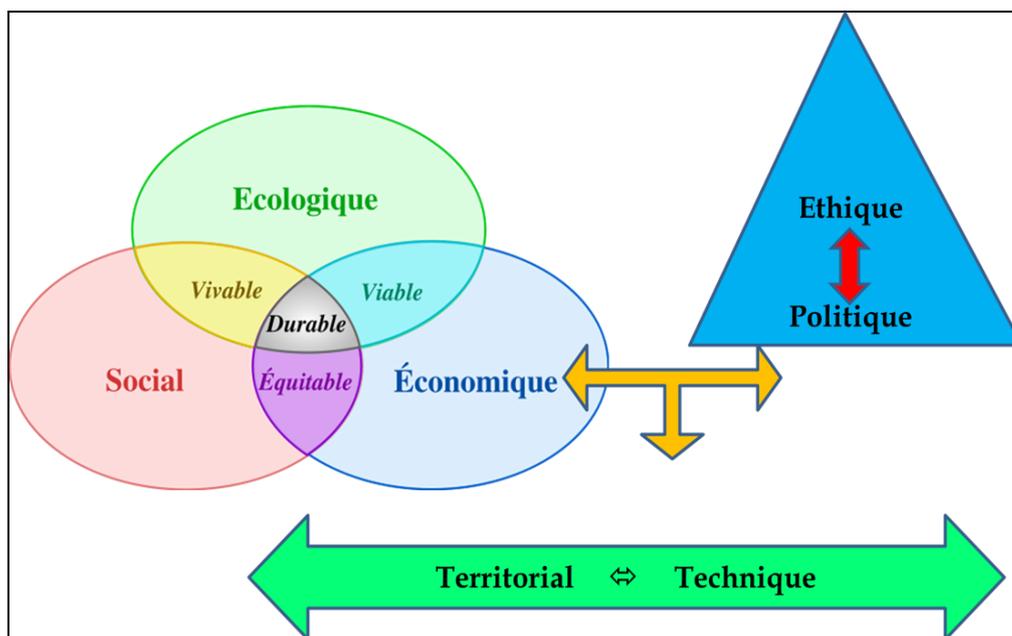
Buen VIVIR ↔ VIVRE Bon ↔ Sumaq KAUSAY:	8 points majeurs
⇒ I) Une pratique et une pensée ancestrales, traduites dans 2 constitutions modernes (oral => écrit): <i>Equateur – 2008 & Bolivie – 2009 / Cultures et Communautés "premières" ayant su vivre dans 2 territoires aux environnements naturels difficiles: Andes et Amazonie</i>	
⇒ II) Une base juridique élaborée et validée: à partir d'une démocratie participative (bottom up), exercée depuis longtemps dans des territoires locaux, avec/par les communautés paysannes indigènes (<i>depuis les temps pré-incariques, intégrées et utilisées par l'empire Inca, méprisées et écrasées par la colonisation espagnole, puis par les républiques bourgeoises métisses qui lui ont succédé... sans parler des importations ultérieures, dominations capitalistes ou révolutions marxistes ...</i>)	
⇒ III) Une "mise en musique" et une reconnaissance juridiques écrites: la Dignité et la Pluralité, traduites en 5 domaines: <i>Ethique / Politique et Territorial / Culturel et Linguistique / Social et Ecologique / Technico-Economique</i>	
⇒ IV) Une organisation politique innovante: un Etat unitaire pluri-national laïque, intégrant et respectant des Communautés régionales-locales aux cultures et langues particulières.	
⇒ V) Un tryptique: Droits, Devoirs et Garanties; et une Vision cosmologique et spirituelle intégrant l'écologie, et basée sur la Pacha Mama – Mãe Terra (la Terre- Mère)	
⇒ VI) Une pluralité de formes d'organisations économiques: Privée, Publique, Coopérative Solidaire	
⇒ VII) Un modèle en questionnement et percussion avec le nôtre: exploitations agricole, minière, énergétique... (<i>le non-négociable et négociable / les incompatibilités absolues et les convergences possibles</i>)	
⇒ VIII) Une Utopie à perfectionner et consolider dans la pratique et l'expérimentation, en défense et promotion d'"une autre manière d'exister" dans la relation Cosmos ↔ Humains (Mines, Energies, Eau, Air, Terre, Gènes, Semences...)	
<i>"Sumaq Kausay ↔ Suman Qamaña ↔ Ñandoreko ↔ Qhapaq Ñan ↔ Ivi Maraëi"</i> "Le SUMAQ KAUSAY est une utopie à 4 dimensions pour le XXI^e siècle"	

Les 6 domaines proposés pour une comparaison entre Buen Vivir et Responsabilité Sociétale – RSE sont :

- **l'Ethique fondatrice**, ou les fondements idéologiques : la vision systémique et les règles du Vivre Ensemble (*valeurs et vertus*), issues d'une longue expérience vécue dans les zones andines et amazoniennes; et sur lesquelles s'appuient les constitutions (*Equateur-2008 et Bolivie-2009 ↔ nos concepts occidentaux issus de la Renaissance et des Lumières*);

- **la Politique et le Stratégique**, ou *les traductions institutionnelles*: pour mettre en système et en action les principes de départ / de base;
- **le Social et le Culturel**, ou *les comportements, les pratiques et les rites* : comme outils d'observation et d'articulation des comportements: ceux des personnes et ceux des groupes humains;
- **l'Ecologique et le Territorial**, ou *les ressources et les espaces*: qui traitent des rapports que les humains entretiennent avec la Nature : utilisation sage et raisonnée, ou exploitation avide. Le Buen Vivir pose aussi des questions qui rejoignent l'Ethique, lorsqu'il considère « la Pacha Mama », la « Mãe Terra », la « Terre Mère » comme une personne spirituelle qui mérite le respect et a des droits ;
- **le Technologique, l'Economique et le Financier**, ou *les applications concrètes*: considérés comme des domaines ou techniques dont la vocation est d'être mis au service des humains, *et non l'inverse*;
- **La Gouvernance, l'Organisation et le Juridique**, ou *les modalités du Vivre Ensemble*: pour mettre en œuvre une systémique concrète

☒ **23/ Le Développement Durable et ses 3 piliers** : aujourd'hui traduits en Objectifs depuis 2015 ; mais à conforter pour que les objectifs se traduisent effectivement en résultats au sein des populations. Depuis le Rapport BRUNTLAND de 1997, chacun connaît bien les 3 piliers : Economique, Social, Environnemental ; il a fallu rapidement y rajouter les questions de Gouvernance, tant elle est liée à l'équilibrage politique et à la réalisation entre les 3 autres. Dans le schéma ci-après, j'ai ensuite introduit la liaison entre Politique et Ethique, ainsi que la relation avec les questions de Technique ou technologie et de Territoires.



C'est dans la fidélité à la démocratie participative en actes que nous pourrons mener un travail de reconstruction nécessaire et profitable. *Les pouvoirs publics et les organisations internationales (ONU, OIT, Europe, AFD, collectifs régionaux) devraient appuyer concrètement par du conseil et du financement ces activités d'échanges, qui peuvent apporter des leviers de développement humain intégral innovants et partagés : une manière de contribuer à atteindre les Objectifs Mondiaux de Développement Durable, et de lutter contre la misère, les inégalités, en vue de contribuer aux progrès de la démocratie participative.*

Il est très intéressant et important de les analyser : *les 8 Objectifs de Développement Durable de 2000, devenus en 2015 les 17 Objectifs Mondiaux de Développement, font apparaître les priorités retenues : d'abord, la lutte contre la Pauvreté ; ensuite la disparition de la Faim ; puis la Santé et le bien-être ; suivis par l'Education, et l'Égalité entre Femmes et Hommes.* Ces 5 priorités suffisent à déterminer le cadre d'une refondation de notre développement ; nous observons que l'Economie et sa croissance se trouvent seulement au 8^o rang.



⇒ C) L'Humain, comme « animal politique » - Aristote :

L'humain n'existe pas seulement « en soi », ou en lui-même ; « la personne est un individu relié » écrivait Emmanuel MOUNIER dans son Manifeste pour le Personnalisme. Il est donc important de considérer la personne dans ses liens à l'intérieur de sa Communauté - proche puis élargie -, comme à l'intérieur de la Nature, dont elle fait partie (notre vision occidentale de « l'environnement » nous conduit parfois à penser celui-ci comme un facteur extérieur à nous, alors que nous sommes inclus en lui !). Ce chapitre examine plusieurs composantes possibles pour cette recomposition ou fondation :

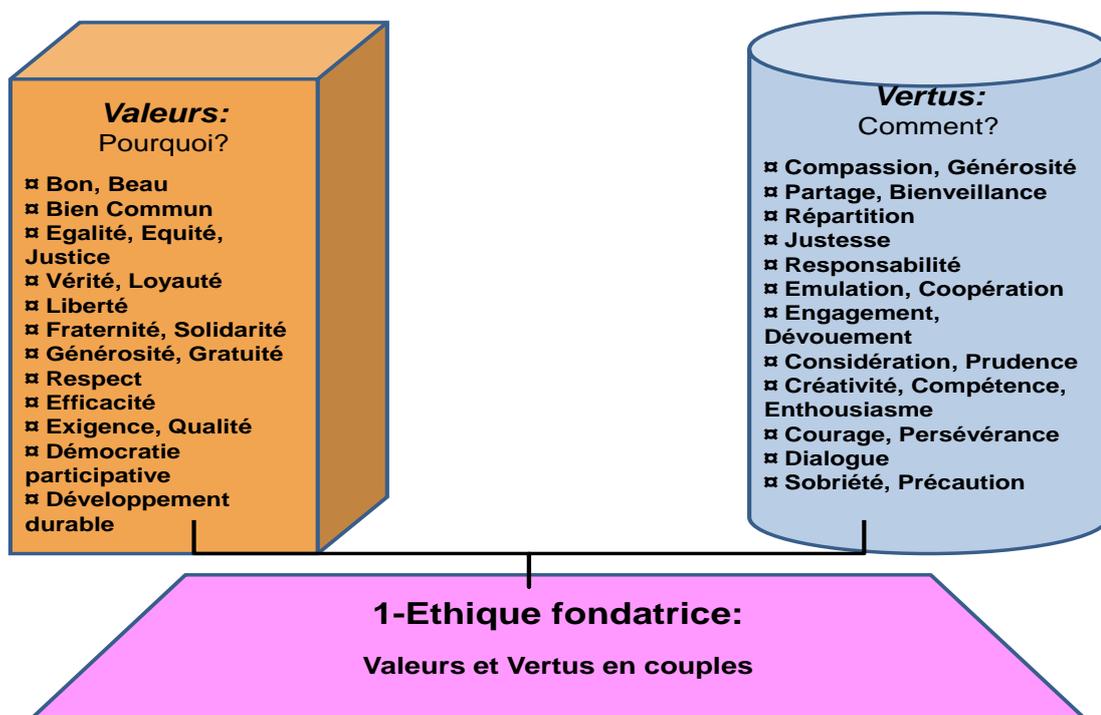
- ✘ 31) Une Ethique fondatrice pour l'Humain politique:
- ✘ 32) La Gouvernance et le Développement Humain
- ✘ 33) Les 4 saisons du développement : une grille de compréhension-action :
- ✘ 34) Le tétraèdre du jeu stratégique : Acteurs ⇔ Territoires ⇔ Ressources ⇔ Enjeux
- ✘ 35) Le quadrilatère des objectifs : Contribution ⇔ Rétribution ⇔ Répartition ⇔ Promotion
- ✘ 36) La Gestion des Biens Communs, et une vision accompagnée par Elinor OSTROM
- ✘ 37) Les Inégalités et la Pauvreté : Coopération ou Rivalité ?
- ✘ 38) Système et Référentiel – la comptabilité et les indices : qu'est-ce qui compte vraiment ?
- ✘ 39) Economie Participative et Territoriale : le rôle des coopérations et des solidarités locales

Nous nous appuyons sur la hiérarchie identifiée dans le chapitre précédent avec les 6 dimensions du Buen Vivir : **Ethique et Spirituel**: les fondements idéologiques ; **Politique et Stratégique** : les traductions institutionnelles ; **Social et Culturel**: les comportements, les pratiques et les rites ; **Ecologique et Territorial**: les ressources et les espaces ; **Technologique, Economique et Financier**: les applications concrètes ; **Gouvernance, Organisation et Juridique**: les modalités du Vivre Ensemble.

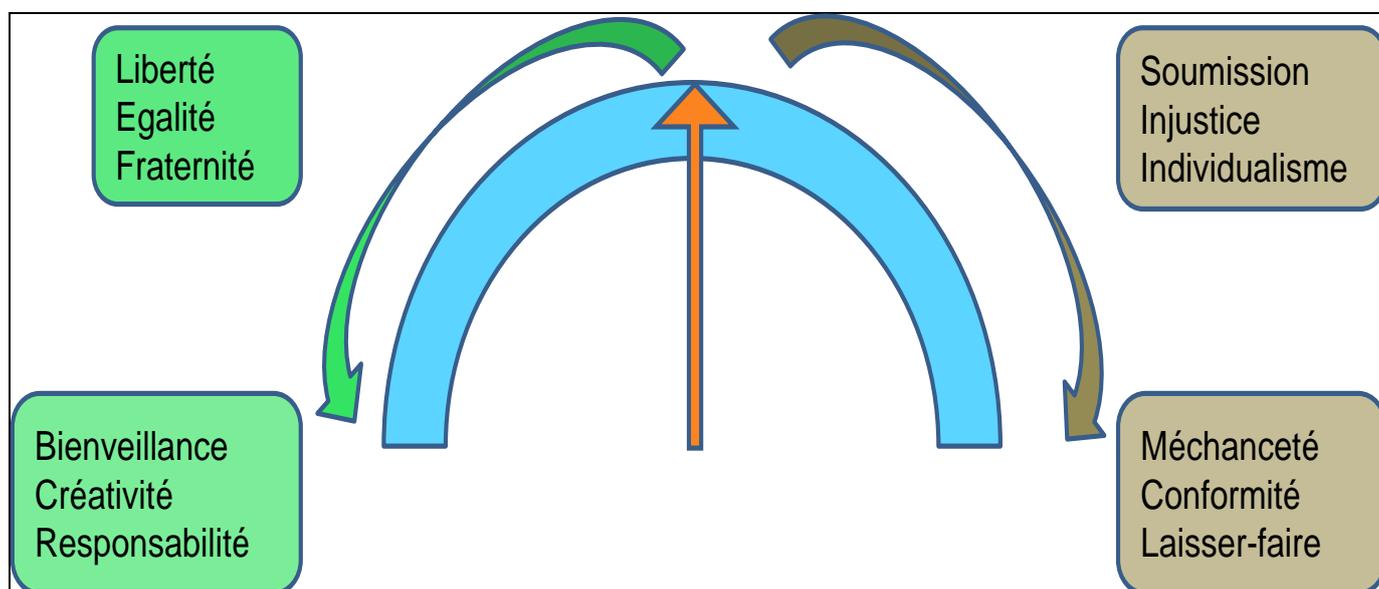
Il nous paraît primordial, pour « remettre la pyramide des valeurs et des priorités à l'endroit », de commencer par l'Ethique, car les divergences qui pourront apparaître ensuite sur les modalités découlent surtout des choix faits dans ce domaine fondamental.

☒ 31) Une Ethique fondatrice pour l'Humain politique:

Dans un travail antérieur, portant notamment sur l'Economie Coopérative et Solidaire, j'avais identifié un certain nombre de Valeurs et de Vertus, pouvant appuyer une refondation. La liste proposée ci-après, qui rassemble des fondements et des applicatifs universaux (*si possible !?*) sur la base de cette **distinction entre Valeurs et Vertus**, peut aussi servir de base de réflexion et d'échanges entre humains « animaux politiques », qui souhaitent redéfinir la charte possible et prioritaire « pour le jour d'après ». Il est clair que les 2 listes proposées ci-après (Valeurs et Vertus) offrent une variété sans doute trop importante, et qu'il convient d'en dégager une dizaine au maximum par la discussion, au risque de se retrouver avec une quantité excessive qui en annulerait l'opérabilité, et donc la mise en œuvre concrète.



Les Valeurs constituent plutôt des référentiels idéaux, tandis que les Vertus inspirent les comportements concrets. Il me paraît nécessaire de raisonner en couples gradués d'oppositions, tant en ce qui concerne les Valeurs que les Vertus, pour prendre des positions tenables et réalisables. La recherche d'un dés-équilibre dynamique positif peut ainsi se faire dans **une démarche de Refondation & Recomposition** :



La comparaison entre plusieurs devises de Nations, Etats ou Fédérations, est éclairante, car elle nous propose *plusieurs visions ou représentations de la Vie Digne en Commun*, ainsi que des lignes de choix pour *sélectionner quelques « valeurs qui puissent refonder un contrat sociétal »* :

- La France comme Etat relativement centralisé : « **Liberté, Egalité, Fraternité** » ;
- La Belgique : « **L'Union fait la force** » ;
- L'Espagne : « **Plus ultra** » - « Encore plus loin » ;
- Le Royaume-Uni : « **Dieu et mon droit** » en français dans le texte ;
- L'Europe comme Union d'Etats: « **In varietate concordia** » - « Unis dans la Diversité » ; après qu'elle eut délaissé par quelques traités la Communauté, plus forte, et vers laquelle il sera utile de revenir, notamment par un fédéralisme appliqué ; et pour éviter qu'elle ne soit « dispersée dans la concurrence interne » pure et parfaite, bien sûr !);
- La Suisse : « **Unus pro omnibus, omnes pro uno** » - « Un pour tous, tous pour un », qui était aussi la devise des Mousquetaires du Roi, selon Alexandre DUMAS ;
- Le Brésil : « **Ordem e Progreso** » - Ordre et Progrès ; où l'on peut noter depuis Bolsonaro davantage d'Ordre imposé que de Progrès partagé ;
- Les Etats-Unis d'Amérique : sur la bannière « **E Pluribus Unum** » - « De plusieurs, un », en référence à la création des USA; et sur les billets de banque « **In God we trust** » - En Dieu nous croyons. En y rajoutant une lettre, la devise serait plus conforme à leur manière d'envisager les affaires « *In Gold we trust* » - *Dans l'or nous croyons* !

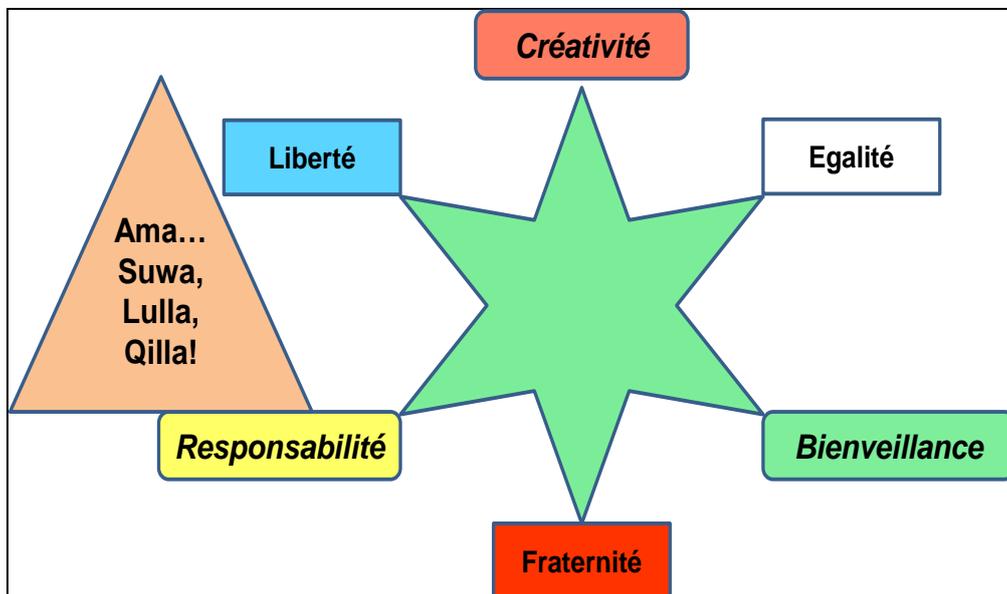


- La Chine et son **drapeau aux 5 étoiles**, dont l'une est plus grosse : La plus importante représente le Parti (Parti Communiste Chinois). Les 4 plus petites représentant les 4 classes sociales du peuple chinois, selon la doctrine maoïste ; les travailleurs prolétaires (工, *gōng*) ; les paysans (农, *nóng*) ; la « petite bourgeoisie » (城市小资产, *chéngshì xiǎozīchǎn* ; ou plus classiquement 商, *shāng*, « commerçant, marchand ») ; les « capitalistes patriotes » (民族资产, *mínzú zīchǎn*, ou plus classiquement 学, *xué*, « lettré »).

Pour éclaircir ce débat sur Valeurs et Vertus, nous pouvons aussi nous appuyer sur quelques morales simples :

- celle de 1789 : **Liberté – Egalité – Fraternité** ;
- celle du bouddhisme : **Bienveillance – Créativité – Responsabilité**.
- celle des andins quechuas : “*ama suwa, ama llulla, ama qilla*” ⇔ « ne sois pas voleur, ni menteur, ni paresseux » ;

L'avantage de ces formulations est de **relier par les mots utilisés Valeurs et Vertus, référentiels idéaux et comportements concrets et quotidiens**. Voici un schéma (à améliorer par la discussion), pour suggérer les convergences entre valeurs et comportements, issus de diverses origines :



Ces réflexions sur les valeurs vont nous permettre de *fixer des priorités pour « l'après-Covid-19 »* : jusque-là, le trio « technologie – économie – finance » a donné le ton, y compris aux politiques qui lui ont laissé la bride sur le cou. *Le Covid-19 a obligé à une remise en cause* de cette « théologie païenne », en poussant les décideurs, au moins les plus responsables (Trump et Bolsonaro s'étant placés eux-mêmes hors de ce champ !), *en faisant passer la santé avant le PIB, et le soutien à l'économie* (consommation et production) *avant les sacro-saints 3% européens de déficit public!* Si on a donc pu le décider, on a ainsi expérimenté que c'était possible, et que l'on peut, et même doit, s'affranchir des dogmes néolibéraux... qui apparaissent pour ceux qu'ils sont dans leur nudité : des croyances théoriques ou/et des choix politiques !

D'autres expérimentations ont aussi lieu à cette occasion : *la créativité et la réactivité au niveau local, pour suppléer aux manques des planifications plus larges, font ressortir que le centralisme* – défini comme démocratique en d'autres systèmes et temps! – *doit céder la place à la prise en compte et considération de la participation ascendante*. Le Grand Débat national français, les Elections Européennes en 2019, la Convention Citoyenne pour le Climat en 2020 sont des preuves concrètes que « *un autre monde est possible* » (slogan de Rio 1992 !), à partir d'une réflexion et d'une discussion citoyennes ascendantes et participatives, accompagnée par de l'expertise (au sens proposé par Jürgen HABERMAS dans « Ethique de la Discussion »). Ces preuves locales partagées aux niveaux locaux ou élargis viennent contredire ceux qui voudraient tout régir par la technologie ou/et la finance dominatrices, placées au-dessus de l'Humain et du Territorial, comme par exemple les Transhumanistes.

La technologie et la monnaie font aujourd'hui « bon ménage » dans la domination des affaires du monde ; or, nous pouvons constater qu'ils sont de bons serviteurs très utiles et efficaces, mais se comportent en mauvais maîtres, lorsqu'il s'agit d'*organiser un Développement Humain intégral dans le cadre d'une Démocratie participative !* Leur assemblage génétique est aujourd'hui facilité, notamment dans le TransHumanisme, qui nous promet (« nous » = 1 ou 10 % de la population mondiale la plus favorisée !) un monde débarrassé des soucis du quotidien, de la pénibilité (robotisé), voire de la mort !

Dans un article récent de Télérama, Alexandre MOATTI, présenté comme philosophe, évoque Pierre Teilhard de Chardin, en lui attribuant le titre de chantre de « l'ultra-humain » ; c'est l'avoir légèrement lu, y compris dans « Le Phénomène Humain », écrit entre 1938 et 1940, où il évoque les convergences à venir – spirituelles y compris - ; ou n'avoir pas lu aussi sa « Messe sur le Monde », écrite en Chine en 1923, lorsqu'il y travaillait comme savant géologue et paléologue à la découverte de l'Homo sinensis, et prêtre privé de pain et de vin, mais ouvert et présent au monde très concret de son temps :

« Autour de nous, en l'espace de quelques générations, toutes sortes de liens économiques et culturels se sont noués, qui vont se multipliant en progression géométrique. Maintenant, en plus du pain qui symbolisait, dans sa simplicité, la nourriture d'un Néolithique, tout homme exige, chaque jour, sa ration de fer, de cuivre et de coton, - sa ration d'électricité, de pétrole et de radium, - sa ration de découvertes, de cinéma et de nouvelles internationales. Ce n'est plus qu'un simple champ, si grand soit-il, - c'est la Terre entière qui est requise pour alimenter chacun d'entre nous... Savoir pour Pouvoir... Pouvoir plus pour Agir plus... Mais finalement et surtout, Agir plus afin d'Être plus,... L'Evolution, avons-nous reconnu et admis, est une montée vers la Conscience... L'Universel-Futur ne saurait être que de l'hyper-personnel, dans le point Oméga ... Un à un, Seigneur, je les vois et les aime, je les évoque, ceux dont la troupe anonyme forme la masse innombrable des vivants : ceux qui viennent et ceux qui s'en vont ; ceux-là surtout qui, dans la vérité ou à travers l'erreur, à leur bureau, à leur laboratoire ou à l'usine, croient au progrès des Choses, et poursuivront passionnément aujourd'hui la lumière. Cette multitude agitée, trouble ou distincte, dont l'immensité nous épouvante, – cet Océan humain, dont les lentes et monotones oscillations jettent le trouble dans les cœurs les plus croyants, je veux, qu'en ce moment, mon être résonne à son murmure profond. »

Il a été autrefois « mis à l'Index » par des censeurs religieux inquiets de son audace élargie ; serait-il maintenant suspecté aussi par des penseurs laïques de proximité intellectuelle avec les transhumanistes et les néolibéraux, pour avoir voulu offrir bien avant 2020 des perspectives positives reliant la science et la spiritualité ?

Pour fixer ces priorités, on peut ainsi lister quelques points essentiels à la vie humaine sur la planète, une vie digne et généreuse :

- **1) Alimentation, et donc Souveraineté Alimentaire et AgroEcologie ;**
- **2) Santé, et aussi soins de base ;**
- **3) Education, et donc aussi Cultures ;**
- **4) Logement et accessibilité ;**
- **5) Réseaux : transports et mobilités, énergies, communications, dans le respect des Ressources de la Planète ;**
- **6) Sécurité personnelle et civile, et services associés.**

Une fois ces priorités de base affichées, on peut aussi penser à :

- **7) Equilibre entre Activités (contributions à la vie de la cité) et Revenus (rétributions correspondantes à ces contributions) ;**
- **8) Combinaison entre Consommation, Epargne et Investissement, tant ceux des Ménages que ceux des Entreprises ;**
- **9) Equité des Revenus et des Patrimoines, par une imposition équilibrée entre impôts directs et visibles ou sensibles sur le revenu, et impôts indirects, invisibles et pesants sur la consommation.**
- **10) Rééquilibrage entre Economie structurante (grandes entreprises et FMN) et Economie conjonctive (ETI, PME et TPE) : de la sous-traitance parfois maltraitante au partenariat.**

✕ **32/ La Gouvernance et le Développement Humain :**

Une fois des accords trouvés sur les 4 ou 6 principes et valeurs de refondation de notre contrat sociétal, il importe de les incarner dans la dimension politique, et ceci aux divers niveaux et strates de territoires emboîtés, depuis le local, jusqu'à l'international.

Nous pouvons nous inspirer utilement du projet de **Déclaration des Droits de l'Humanité**, proposée en 2015 par la France auprès de l'ONU, en concordance avec la COP 21 à Paris ; cette proposition est aujourd'hui transcrite dans le texte ci-dessous, articulé autour de **4 principes, 6 droits et 6 devoirs** ; il reste à le transformer en déclaration d'orientation et en textes législatifs, à l'usage des citoyens et des responsables, tant locaux que globaux.

Ce texte nous paraît mieux adapté à une refondation du contrat sociétal de 2020, car il est plus récent que les déclarations antérieures et fondatrices de 1789 (France) ou 1948 (ONU), intégrant notamment la prise en compte du changement climatique, de la gouvernance, et des inégalités :

« **I - Les principes :**

- ⇒ Article 1 : **Le principe de responsabilité, d'équité et de solidarité**, intragénérationnelles et intergénérationnelles, exige de la famille humaine et notamment des Etats d'œuvrer, de manière commune et différenciée, à la sauvegarde et à la préservation de l'humanité et de la terre.
- ⇒ Article 2 : **Le principe de dignité de l'humanité et de ses membres** implique la satisfaction de leurs besoins fondamentaux ainsi que la protection de leurs droits intangibles. Chaque génération garantit le respect de ce principe dans le temps.
- ⇒ Article 3 : **Le principe de continuité de l'existence de l'humanité** garantit la sauvegarde et la préservation de l'humanité et de la terre, à travers des activités humaines prudentes et respectueuses de la nature, notamment du vivant, humain et non humain, mettant tout en œuvre pour prévenir toutes les conséquences transgénérationnelles graves ou irréversibles.
- ⇒ Article 4 : **Le principe de non-discrimination à raison de l'appartenance à une génération** préserve l'humanité, en particulier les générations futures et exige que les activités ou mesures entreprises par les générations présentes n'aient pas pour effet de provoquer ou de perpétuer une réduction excessive des ressources et des choix pour les générations futures.

II - Les droits de l'humanité :

- ⇒ Article 5 : **L'humanité, comme l'ensemble des espèces vivantes, a droit de vivre dans un environnement sain** et écologiquement soutenable.
- ⇒ Article 6 : **L'humanité a droit à un développement responsable, équitable, solidaire et durable.**
- ⇒ Article 7 : **L'humanité a droit à la protection du patrimoine** commun et de son patrimoine naturel et culturel, matériel et immatériel.
- ⇒ Article 8 : **L'humanité a droit à la préservation des biens communs**, en particulier l'air, l'eau et le sol, et à l'accès universel et effectif aux ressources vitales. Les générations futures ont droit à leur transmission.
- ⇒ Article 9 : **L'humanité a droit à la paix**, en particulier au règlement pacifique des différends, et à la sécurité humaine, sur les plans environnemental, alimentaire, sanitaire, économique et politique. **Ce droit vise, notamment, à préserver les générations successives du fléau de la guerre.**
- ⇒ Article 10 : **L'humanité a droit au libre choix de déterminer son destin.** Ce droit s'exerce par la prise en compte du long terme, et notamment des rythmes inhérents à l'humanité et à la nature, dans les choix collectifs.

III - Les devoirs à l'égard de l'humanité :

- ⇒ Article 11 : Les générations présentes ont le devoir **d'assurer le respect des droits** de l'humanité, comme celui de l'ensemble des espèces vivantes. Le respect des droits de l'humanité et de l'homme, qui sont indissociables, s'appliquent à l'égard des générations successives.
- ⇒ Article 12 : Les générations présentes, **garantes des ressources, des équilibres écologiques, du patrimoine** commun et du patrimoine naturel, culturel, matériel et immatériel, ont le devoir de faire en sorte que ce legs soit préservé et qu'il en soit fait usage avec prudence, responsabilité et équité.
- ⇒ Article 13 : Afin d'assurer la pérennité de la vie sur terre, les générations présentes ont le devoir de tout mettre en œuvre pour **préserver l'atmosphère et les équilibres climatiques** et de faire en sorte de prévenir autant que possible les **déplacements de personnes** liés à des facteurs environnementaux et, à défaut, de secourir les personnes concernées et de les protéger.
- ⇒ Article 14 : Les générations présentes ont le devoir d'orienter le **progrès scientifique et technique** vers la préservation et la santé de l'espèce humaine et des autres espèces. A cette fin, elles doivent, en particulier, assurer un accès et une utilisation des ressources biologiques et génétiques respectant la dignité humaine, les savoirs traditionnels et le maintien de la biodiversité.
- ⇒ Article 15 : Les Etats et les autres sujets et acteurs publics et privés ont le devoir d'**intégrer le long terme** et de promouvoir un développement humain et durable. Celui-ci ainsi que les principes, droits et devoirs proclamés par la présente déclaration doivent faire l'objet **d'actions d'enseignements, d'éducation et de mise en œuvre.**
- ⇒ Article 16 : Les Etats ont le devoir d'assurer **l'effectivité des principes, droits et devoirs** proclamés par la présente déclaration, y compris en organisant des mécanismes permettant d'en assurer le respect. »

Ce projet, en cours d'examen auprès de l'ONU, présente un cousinage intéressant avec les 2 constitutions adoptées par l'Equateur en 2008, et la Bolivie en 2009, qui mentionnent : **droits, devoirs et garanties**. Il semblerait que leur expérience passée les ait poussés à définir des garanties, plus effectives que des droits, peut-être trop souvent formels, et des devoirs (*art.108*), à mettre en miroir des droits (*civils art.21 à 25 ; politiques, art. 26 à 29 ; des nations et peuples indigènes originaires paysans, art. 30 à 32 ; droits sociaux et économiques – environnement, santé et sécurité sociale, travail et emploi, propriété, enfance, adolescence et jeunesse, familles, adultes majeurs, personnes handicapées, privées de liberté, usagers et consommateurs, éducation, culture et interculturalité, éducation supérieure, cultures et diversité culturelle, science, technologie et recherche, sports et loisirs, communication sociale - : art. 33 à 106*). Ces garanties font référence aux questions suivantes : « les droits constitutionnels, les atteintes à la sécurité personnelle, les délits de génocide, lèse-humanité, trahison à la patrie, crimes de guerres ; les délits économiques ; les tortures, disparitions, enfermement, confinement, exaction, ou toute forme de violence physique ou morale ...» (*art. 109-110-111-112-113-114 de la Constitution 2009 de la Bolivie*).

Des constitutions relativement récentes comme la loi fondamentale allemande, ou celles de l'Espagne ou de la Tunisie, peuvent aussi servir de bases comparatives et inspiratrices. **La relation entre les divers niveaux de territoires et les compétences qui leur sont attribuées est une partie importante de cette recomposition :**

ceci concerne notamment, et en partant de la base locale, l'articulation entre ces territoires. Nous, français, avons l'expérience d'un Etat très centralisé ; il semblerait que l'Allemagne avec ses Landers, ou l'Espagne avec ses Communautés Autonomes, puissent nous éclairer pour trouver un chemin plus innovant, équilibré, efficace et apaisé de relation entre les diverses strates territoriales.

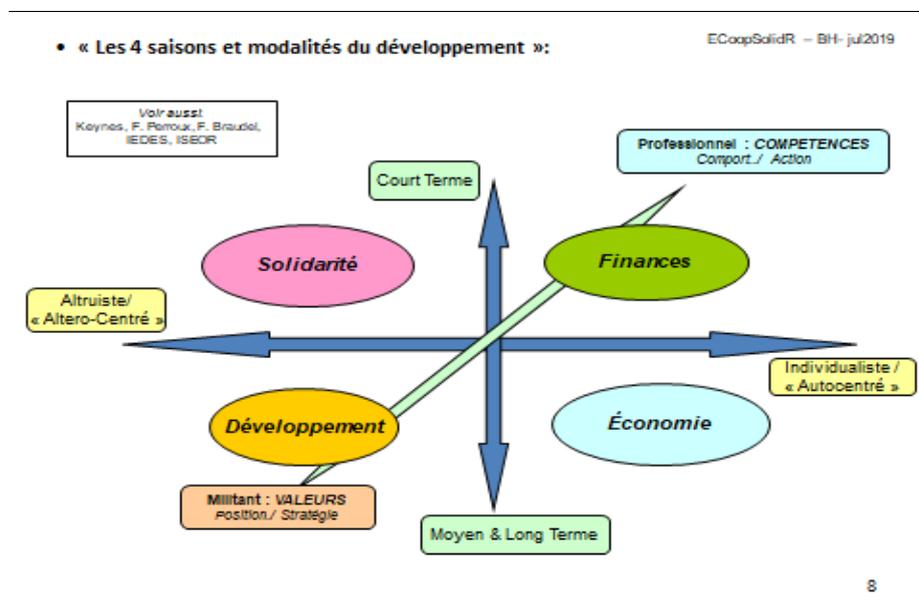
Le projet T-DEM'UE, présenté sous la direction de Thomas PIKETTY et d'un groupe d'économistes en décembre 2018, propose une alternative structurée, solide, argumentée et chiffrée qui rejoint et éclaire les sentiers d'une refondation du contrat sociétal : « *Projet pour un Traité de Démocratisation du Gouvernement Economique et Social de l'Union Européenne (« T-DEM »)* ». Il converge avec d'autres, comme le **Pacte Finance Climat**, pour *renouveler nos approches du développement, en intégrant les niveaux local et global, et les 3 piliers du Développement Durable du rapport Brundtland, ainsi que la question capitale du style de gouvernance : un Socialisme participatif, une Ecologie bienveillante, une Démocratie transversale.*

33) Les 4 saisons du développement : une grille de compréhension-action :

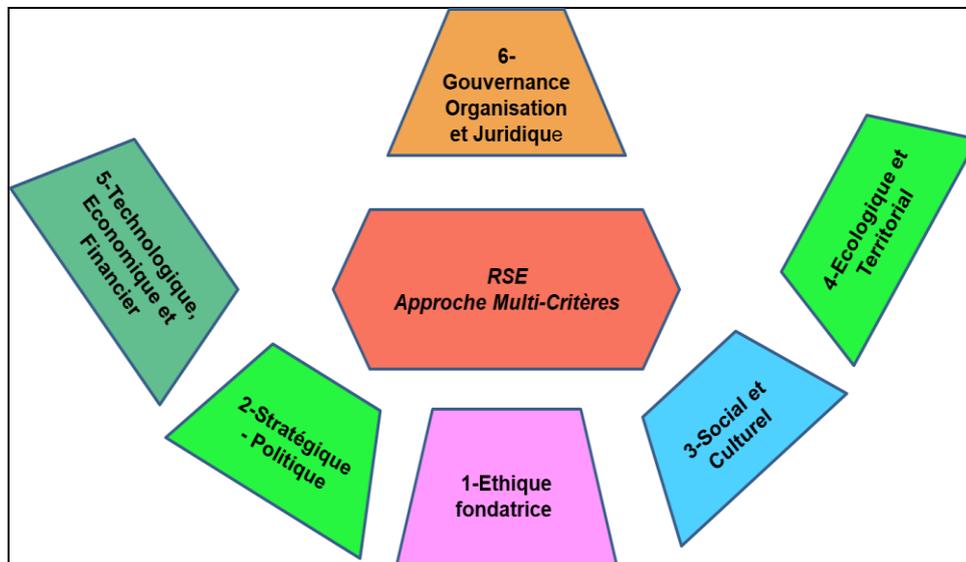
Pour mieux comprendre les réseaux dans lesquels s'inscrivent les différentes composantes d'une société humaine, il est intéressant de clarifier dans quel registre et quel « genre économique » jouent chacune de ces composantes. Le schéma ci-après est issu de nombreux dialogues avec des acteurs individuels, des groupes, des professions, des institutions... dans des régions et pays aux conditions socio-économiques fort variées. Il a permis chaque fois d'améliorer le dialogue et la compréhension du rôle de chacun dans une société en évolution et en relation, du local au global.

Il propose de situer ces acteurs dans l'un des 4 secteurs, ou « saisons », ou modalités des activités humaines, et dans des situations géographiques très diverses (à un moment donné, qui n'est pas intangible !) :

- **l'humanitaire**, comme solidarité très gratuite, pour répondre à l'urgence ; on pourrait même dire « humainement primordiale » ;
- **le développement**, entendu comme un appui apporté par des groupes « plus favorisés » à des groupes « moins favorisés », quelles qu'en soient les raisons ou registres ; une gratuité moins immédiate, avec des visées d'autonomisation responsable; l'appui peut être apporté sous forme de conseil ou service, et aussi de monnaie ;
- **l'économie**, entendue comme une activité qui vise clairement l'autonomie, et la production d'un excédent des produits sur les charges, dont la répartition n'est pas nécessairement équitable ; la monnaie devient un indicateur important des échanges ;
- **le financier**, entendu comme une activité de gestion entre épargne et crédit, sécurité / risque et investissement ; ici, la monnaie tient une place dominante dans la mesure et la fabrication des échanges.



Ce schéma permet ainsi de situer les diverses activités humaines concourant au développement dans son sens le plus noble dans le cadre d'une économie locale, nationale ou internationale ; et aussi dans les situations temporelles diverses de ces sociétés. L'approche multi-critères par la Responsabilité Sociétale des Entreprises – RSE peut également faire progresser l'analyse et la mise en action des organisations, en prenant en compte les divers secteurs ou domaines d'activité d'une organisation, notamment les aspects coopératifs et solidaires :

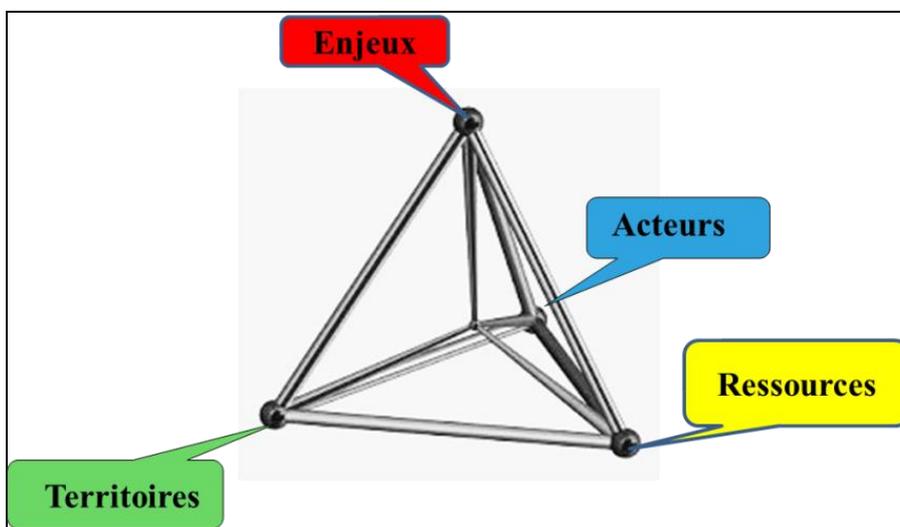


34) *Le tétraèdre du jeu stratégique* : Acteurs ↔ Territoires ↔ Ressources ↔ Enjeux :

Ce paragraphe permet d'aborder un aspect essentiel du développement : **la relation entre 4 éléments du jeu stratégique des projets**, en faisant ressortir le rôle des coopérations et des solidarités locales dans une Economie Participative et Territoriale :

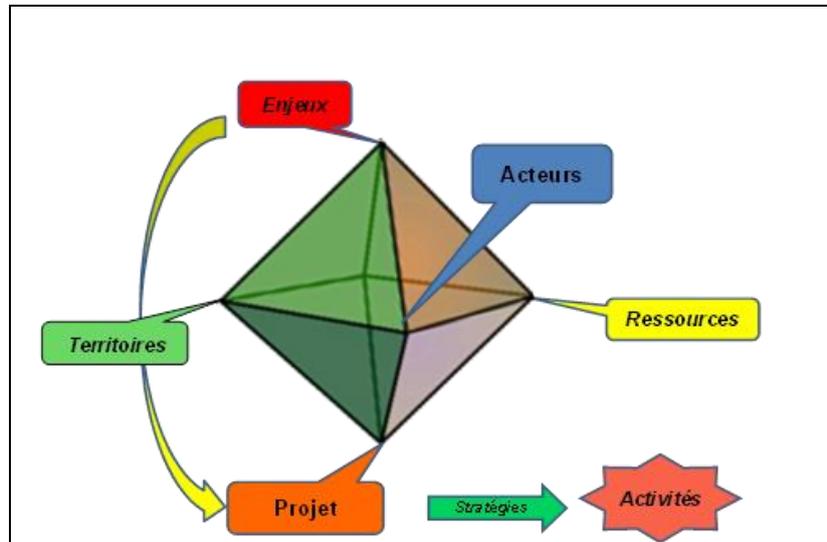
- **les acteurs** identifient et mobilisent **les ressources** disponibles dans **leurs territoires** ;
- ils font émerger des **enjeux** : coopératifs et conflictuels, personnels et communautaires, à court ou moyen terme ;
- ils en dégagent des **projets**, articulés autour de **stratégies**, qu'ils mettent en œuvre par leurs **activités**.

Ce type de présentation permet de voir comment les divers éléments du jeu stratégique s'articulent autour des projets ; cela n'exclue pas la dimension conflictuelle ou concurrente, mais conduit à intégrer aussi la dimension coopérative et solidaire. La prise en compte des deux intègre le réalisme des situations et permet une meilleure efficacité des réalisations.



L'Economie Participative et Territoriale fonde sa cohérence stratégique à partir de 4 composantes articulées d'un tétraèdre :

- des **acteurs** « reliés » entre eux (personnes et groupes) : depuis les groupes locaux jusqu'à des fédérations régionales, nationales et internationales (des GIES au RIPESS, pour l'ESS par exemple)...
- ... et « insérés » dans des **territoires** d'échelles ou niveaux variés, depuis le local (commune) jusqu'au global (continent)...
- dans lesquels ils trouvent et utilisent, en les respectant, des **ressources** limitées, donc respectées et partageables...
- pour se mobiliser sur des **enjeux** thématiques négociés, partagés et compatibles...
- vers des **projets durables de promotion**.

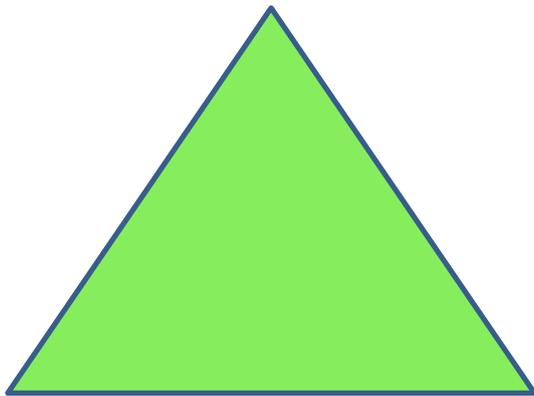


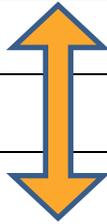
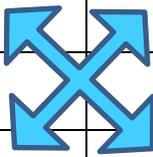
Un récent ouvrage paru aux éditions QUAE – « La question des échelles en sciences sociales » - pose bien cette question actuelle de l'approche de la réalité, en proposant l'intégration de 2 dimensions : **multiscale** (pour rendre compte des emboîtements de territoires dans lesquels sont insérés les acteurs) et **interdisciplinaire** (pour rendre compte des croisements de compétences et de réseaux apportés par les acteurs divers). La démocratie transversale évoquée plus haut prend ici tout son sens, pour favoriser des relations entre territoires : ascendantes, descendantes et horizontales.

Au niveau des Territoires emboîtés, depuis le local comme base, jusqu'aux fédérations nécessaires au sommet, il paraît sage de ne pas **raisonner** seulement en termes de simplification administrative ou de statistiques, qui ne favorisent aucun attachement. Les territoires sont le support d'organisations qui rendent des services divers aux populations qui les habitent ou les traversent, notamment dans les 5 domaines prioritaires de développement que nous avons déjà identifiés.

Un exemple actuel et concret : lors de la réforme territoriale française concernant le niveau communal, il a été décidé depuis le sommet (l'Etat) d'organiser les Communautés de Communes actuelles en fonction d'un critère quantitatif démographique (le nombre d'habitants), sans prendre en compte les spécificités sociogéographiques des divers territoires ni les compétences attribuées aux 2 niveaux : le résultat politique est une désaffectation des citoyens par rapport aux 2 échelons ; ils perçoivent bien que la commune a perdu des capacités de décision et d'action au profit des Communautés de Communes. Réserver la compétence économique ou administrative au niveau des CDC (ce qui se comprend), et réserver la compétence sociale (lien social, CCAS, associatif, culture et loisirs) au niveau communal permettrait de recréer l'attachement citoyen, dans la mesure où les décisions et actions du niveau CDC seraient soumises au contrôle citoyen à travers des votes réguliers, et pas seulement tous les 6 ans à l'occasion d'élections municipales directes et intercommunales indirectes ; l'affichage clair des compétences renforce l'adhésion citoyenne davantage que le choix statistique !

A l'occasion de réformes institutionnelles, il importe donc de **réaliser une approche par les compétences dévolues à chaque niveau, ce qui favorise d'abord un meilleur service rendu auprès des populations, et ensuite un renforcement de l'attachement démocratique (l'affectio societatis)**.

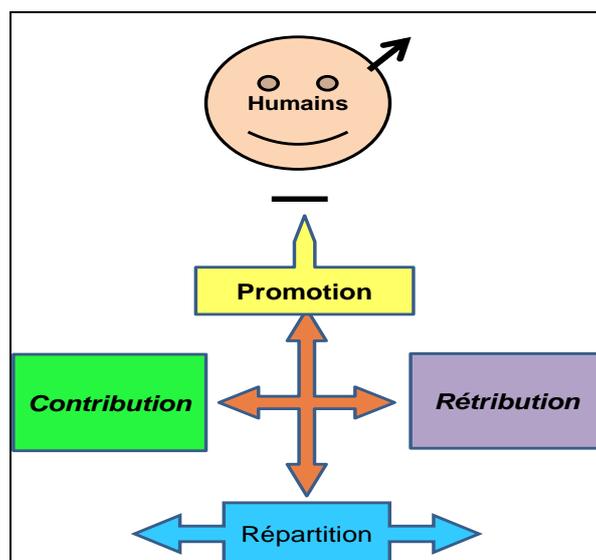


Global	Inter-Etatique / Fédéral
	National
	Régional
	Provincial / Départemental
	Communal / Districale
Local	

35) *Le quadrilatère des objectifs* : Contribution ↔ Rétribution ↔ Répartition ↔ Promotion :

Ce jeu « gagnant – gagnant », plutôt que « gagnant – perdant », traduit la circulation de l'énergie et des compétences humaines dans les diverses activités et territoires : la relation horizontale entre la contribution apportée par les acteurs et leur rétribution reçue, dans le cadre d'un projet d'organisation à but social ou entrepreneurial, avec un objectif durable dans le temps, installe une relation de dés-équilibre dynamique efficace et motivant.

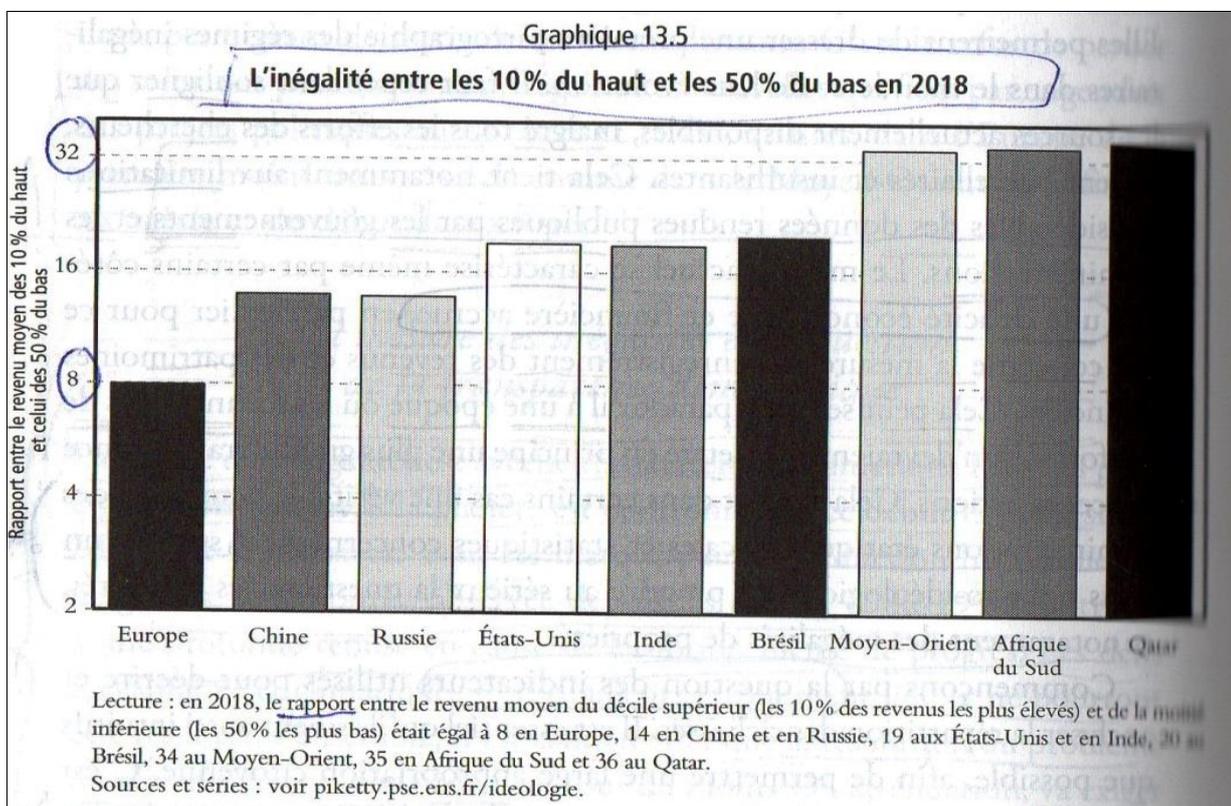
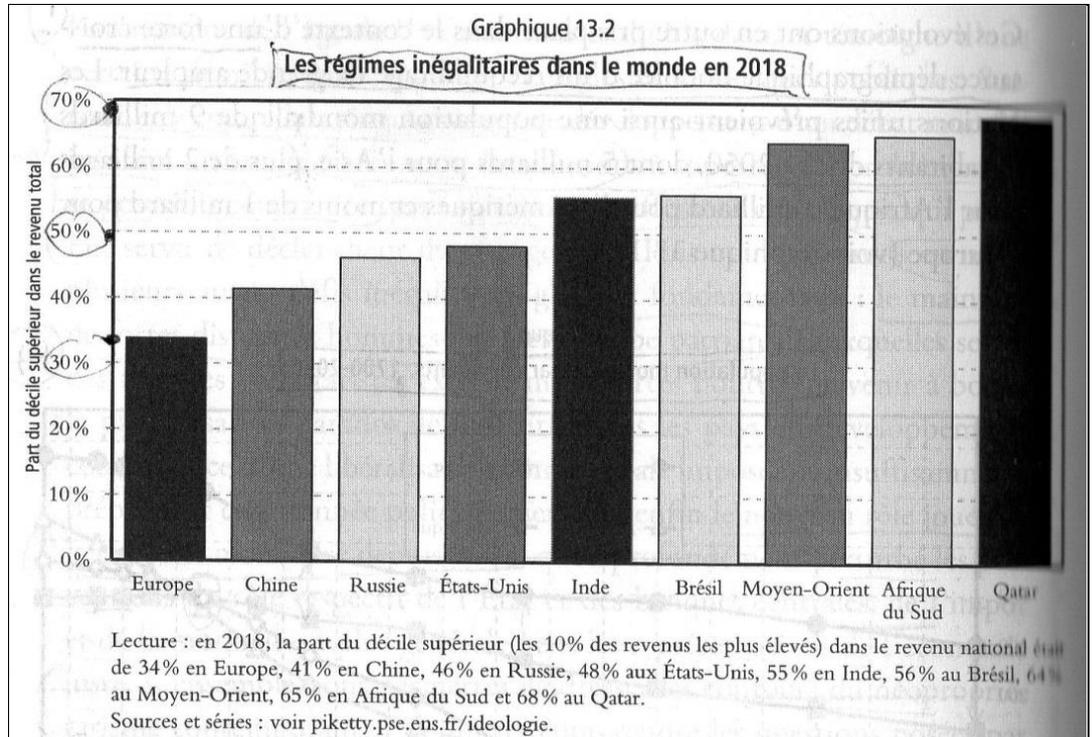
- **La contribution** est l'apport réalisé par un acteur au cours d'une activité (extraction, production, transformation, distribution, échange, service... selon que cette activité concerne un bien matériel ou immatériel).
- **La rétribution** est le retour perçu (à tous les sens du terme) par l'acteur pour cette activité de la part du bénéficiaire de l'activité : cette rétribution se décompose en partie monétaire (*la rémunération*), et non monétaire (*la reconnaissance*).
- **La répartition** concerne la distribution de la rémunération entre les divers acteurs ayant contribué à une chaîne d'activité, de création de valeur, au sein d'une filière.
- **La promotion** traduit le résultat ou objectif global (positif si possible) des activités des acteurs d'un territoire ; cette promotion comporte des aspects monétaires (rémunérations) et non monétaires (reconnaissance). Elle se différencie du progrès, qui est souvent et seulement mesuré en termes matériels ou monétaires, ne prenant pas en compte l'humain dans sa complexité et globalité, ou intégralité.

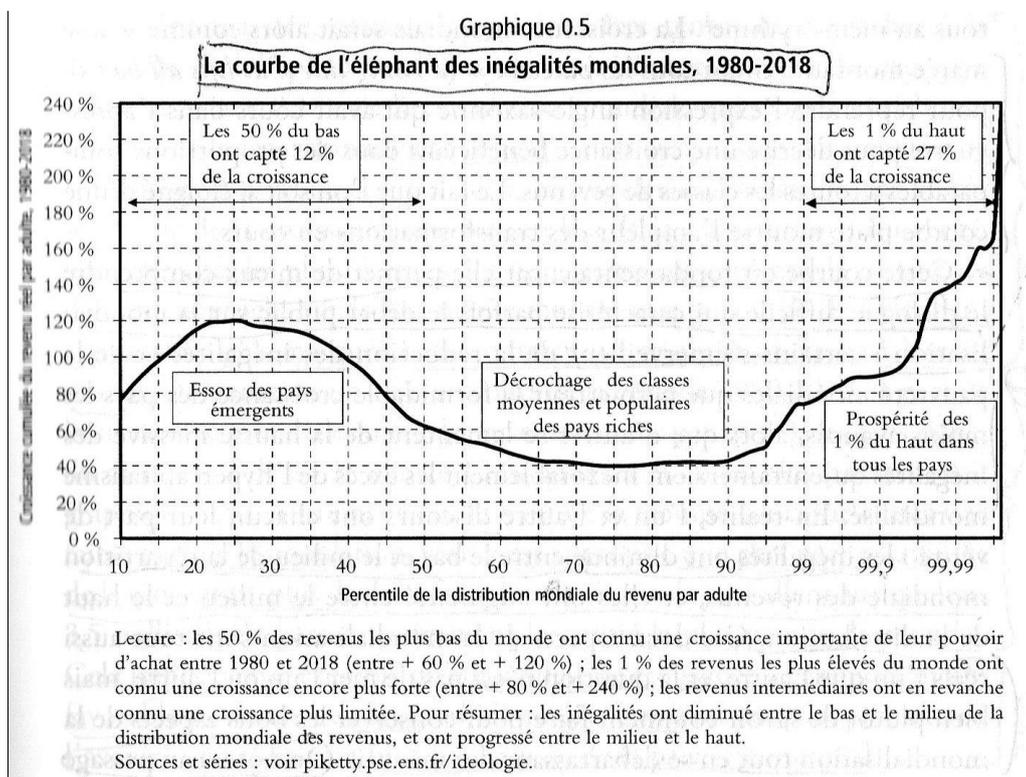
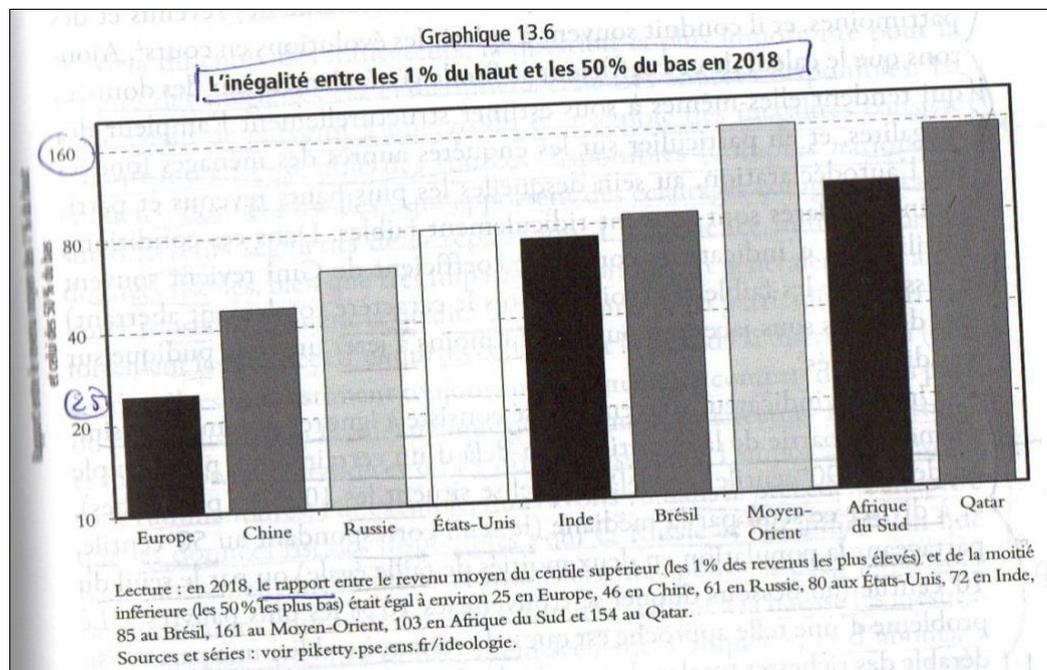


La question de la répartition de ces contributions et de ces rétributions apparaît capitale ; aujourd'hui, il est clair qu'un déséquilibre durable et insupportable - au sens anglais de « unsustainable » - se traduit par des inégalités inconvenantes, tant au niveau des contributions que des rétributions ! Ce déséquilibre

énorme et durable mine le fonctionnement des démocraties, et constitue un péril mortel pour celles-ci, car le niveau accru d'information des citoyens met à nu les justifications inconsistantes du maintien de ces inégalités. Ces inégalités durables sapent la confiance dans les institutions puisque les citoyens constatent que leurs contributions ne servent pas à leur promotion humaine !

Les schémas ci-après, tirés de l'ouvrage de Thomas PIKETTY - « Capital et Idéologie » - 2019, présentent quelques aperçus factuels des *inégalités de revenus et patrimoines (rétributions)*, comme des *inéquités fiscales (contributions)* dans et entre les pays du Monde :

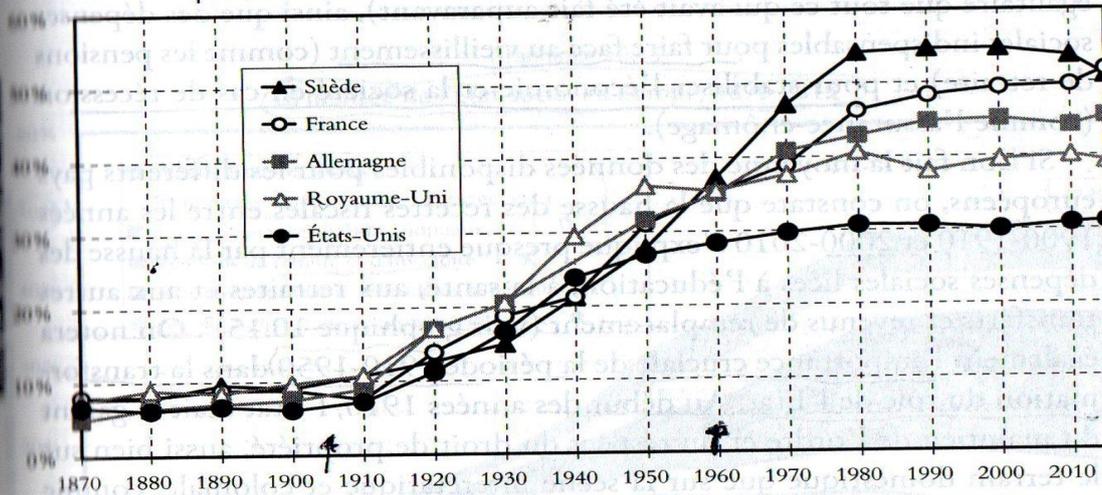




Un autre aspect à considérer dans ce circuit d'échanges monétaires et non monétaires, depuis les niveaux locaux ou microéconomiques, jusqu'aux niveaux mondiaux et macroéconomiques est la question de la justice fiscale : dans ce domaine aussi, **la question de la répartition des contributions est capitale pour la construction et la solidité du contrat sociétal**. Les systèmes et mécanismes – légaux en outre – d'évitement de la contribution fiscale, baptisés « optimisation » ou « évasion », permettent à quelques entités ou personnes de s'abstraire de leur contribution, et – en outre – de stocker cette épargne dans des lieux dénommés « paradis fiscaux », dont certains sont d'honorables pays de l'Union Européenne ou des voisins ! Lorsqu'on sait que le montant de ces stocks correspond plus ou moins à 1 trimestre du PIB mondial, on mesure l'inconvenance à demander au citoyen ordinaire ou à la PME-TPE de contribuer « selon la loi » au budget national ou européen ! Le comportement des compagnies aériennes low-cost (subventionnées par les collectivités locales... au nom d'une concurrence libre, transparente et non faussée, bien sûr... !) ou d'Amazon, Uber et Deliveroo (au nom de « la création de pseudo-emplois sans contrat social, mais avec des travailleurs bien soumis et mal rémunérés » !) mérite des sanctions (des boycotts par les consommateurs-citoyens !?) pour leur refus de jouer un minimum de jeu démocratique, fiscal et social.

Graphique 10.14

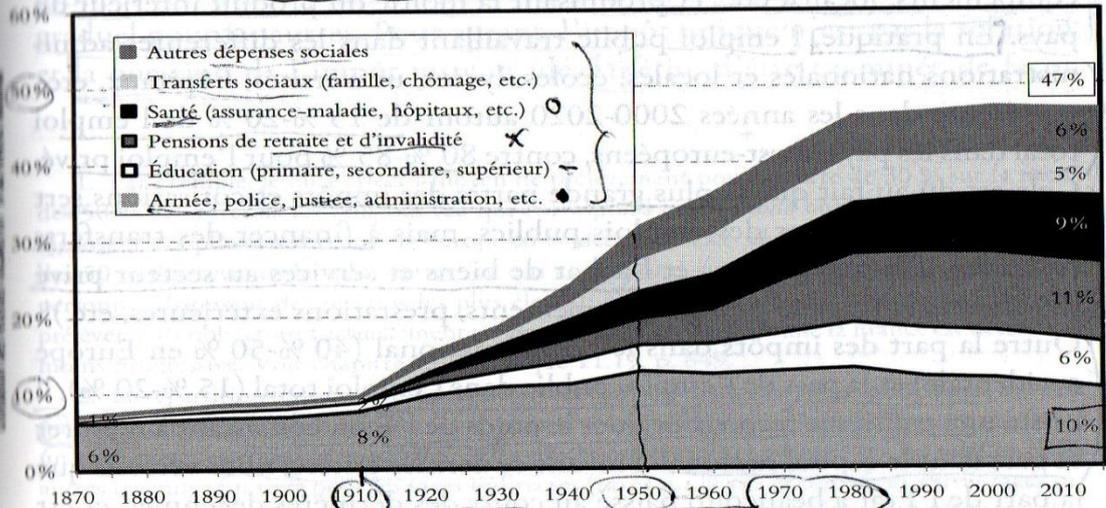
La montée de l'État fiscal dans les pays riches, 1870-2015



Lecture: les recettes fiscales totales (tous impôts, taxes, cotisations sociales et prélèvements obligatoires confondus) représentaient moins de 10% du revenu national dans les pays riches au XIX^e siècle et jusqu'à la Première Guerre mondiale, avant d'augmenter fortement des années 1910-1920 aux années 1970-1980, puis de se stabiliser à des niveaux variables suivant les pays: autour de 30% du revenu national aux États-Unis, 40% au Royaume-Uni et 45%-55% pour l'Allemagne, la France et la Suède.
Sources et séries: voir piketty.pse.ens.fr/ideologie.

Graphique 10.15

La montée de l'État social en Europe, 1870-2015



Lecture: en 2015, les recettes fiscales représentaient 47% du revenu national en moyenne en Europe occidentale et étaient dépensées comme suit: 10% du revenu national pour les dépenses régaliennes (armée, police, justice, administration générale, infrastructures de base: routes, etc.); 6% pour l'éducation; 11% pour les retraites; 9% pour la santé; 5% pour les transferts sociaux (hors retraites); 6% pour les autres dépenses sociales (logement, etc.). Avant 1914, les dépenses régaliennes absorbaient la quasi-totalité des recettes fiscales.
Note: l'évolution indiquée ici est la moyenne Allemagne-France-Royaume-Uni-Suède (voir graphique 10.14).
Sources et séries: voir piketty.pse.ens.fr/ideologie.

De plus, la répartition entre impôts directs (revenu et activité: IR & IS) et impôts indirects (consommation: TVA & TICPE-ex.TIPP) peut apparaître équilibrée au niveau global d'un Etat; par contre, sa répartition entre les citoyens ou entreprises renforce encore l'inégalité évoquée plus haut: un ménage modeste ou une petite entreprise payent proportionnellement à leur revenu et leur patrimoine davantage d'impôts indirects (surtout) et directs (aussi) qu'un ménage riche ou une FMN! Les 2 schémas ci-dessus montrent aussi comment la montée de la fiscalité dans les Etats a permis d'améliorer aussi la « sécurité sociale » systémique, dont nous apprécions en temps de crise Covid-19 le service qu'elle rend en amortissant le choc économique: les indemnités de chômage partiel et les retraites versées ont ainsi évité un effondrement de la consommation, tout comme les budgets de santé, sécurité et défense civile ont permis des soins appropriés et un confinement correct! Ce qui est contraire à la doctrine des néolibéraux, dont on voit une application aux Etats-Unis de Trump ou au Brésil de Bolsonaro, par exemple!

Enfin, *la question des modes de production renforce encore ces inégalités : un ordinateur ou un robot produisent des biens et des services*. Pour ce faire, ils consomment de l'investissement et de l'énergie, et s'appuient sur de l'intelligence. Par contre, ils ne mangent pas, ne se forment pas, ne se soignent pas, ne consomment pas, ne jouent pas ... ne pensent pas par eux-mêmes... et ne payent pas d'impôts ! Avantages : ils ne font pas grève et ne tombent pas malades ! *Autant leur contribution à la production peut être mesurée en termes monétaires, autant leur contribution sociétale est bien moindre que l'humain qu'ils remplacent !* On voit aujourd'hui combien les « quintets technologiques » GAFAM (Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft) nord-américains ou les BATXIH (Baidu, Alibaba, Tencent, Xiaomi, et maintenant Huawei) chinois pèsent en économie, finance, politique et sécurité des personnes ! On observe aussi combien ils pourront « profiter » de leur apport en services internetiques si nécessaires et appréciés en ces temps de télétravail et télé-échanges massifs, après le Covid-19 !

Les pouvoirs politiques pensent-ils pouvoir longtemps recueillir la confiance des citoyens, s'ils persistent à démissionner devant ces nouveaux pouvoirs privés, sans contrôle citoyen sur leur fonctionnement ? Ces questions croisent les aspects éthiques, politiques, sociaux, environnementaux et économiques : l'objectif d'un Vie Digne ou d'un Développement Humain Intégral est-il atteint par ces comportements ?

✧ *36/ La Gestion des Biens Communs : Elinor OSTROM (1990-2010) - 1^o femme Prix Nobel d'Economie 2009 : « Governing the Commons » – 1990 ⇔ « Gouvernance des Biens Communs » - 2010*

Au cours de ses longues années de travaux, *Elinor OSTROM a identifié*, sur plus de 500 situations durables étudiées par elle et ses équipes, *8 règles communes à tous les groupes humains ayant cogéré ces ressources et espaces, dans la réussite durable! Certains des cas concrets étudiés de Gestion de Biens Communs, ressources naturelles et espaces comme Eau et Terres, et leurs aménagements, ont plus de 500 ans d'existence, et s'inscrivent donc dans le développement durable!*

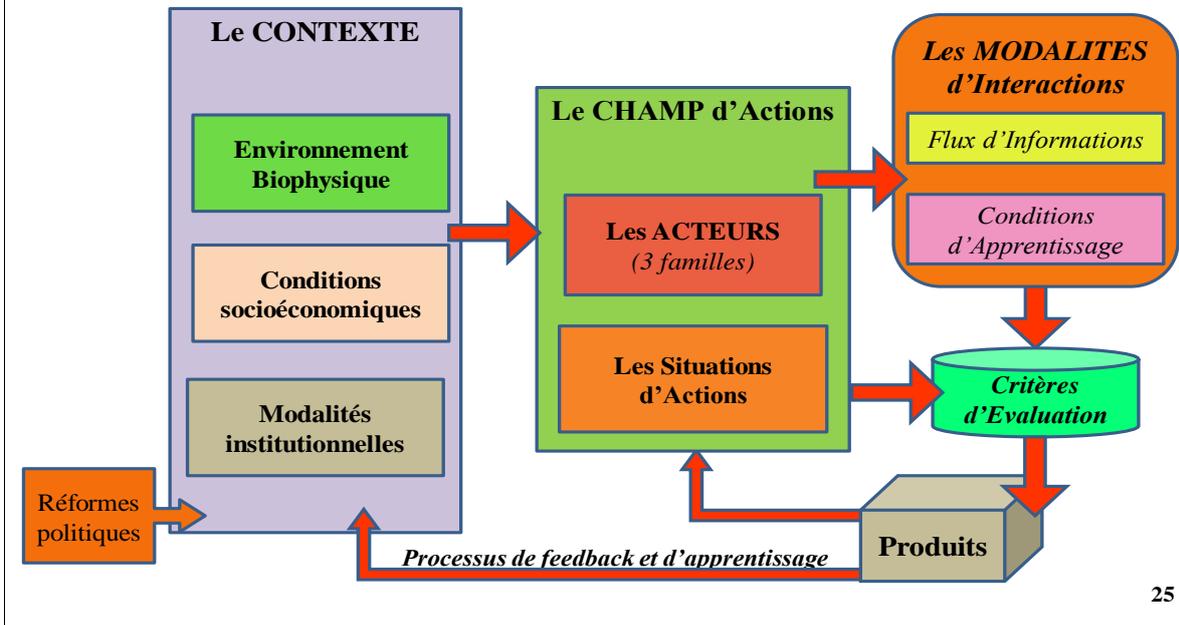
Elle a tiré de cette méta-analyse un cadre général de représentation du fonctionnement du système institutionnel de ces organisations de Gestion des Biens Communs, avec notamment 3 composantes principales :

- *Le contexte* : lui-même composé de 3 familles d'éléments : l'environnement biophysique, les conditions socioéconomiques, et les modalités institutionnelles ;
- *Le champ d'actions* : où les acteurs organisent leurs échanges, et les situations d'actions ;
- *Les modalités d'interaction* : s'appuyant sur des flux d'informations échangées, et accumulant des apprentissages (de comportements individuels et collectifs articulés).

Les 2 derniers ensembles coproduisent des critères d'évaluation de leurs interactions, qui se traduisent en produits-services « directs » à l'adresse des collectifs ainsi organisés (et aussi de leur environnement, un peu comme les paysans s'inscrivent dans des paysages qu'ils contribuent également à façonner... y compris dans la forêt amazonienne, moins « native » ou « naturelle » qu'on ne l'imagine !). Les processus de feedback et d'apprentissage ainsi accumulés réagissent aussi sur le contexte, qu'ils contribuent à modeler et/ou à influencer pour y induire des réformes politiques.

⇒ 52) **Gouvernance des Biens Communs - Elinor OSTROM (1990-2010):**

⇒ **Le cadre d'Analyse Institutionnelle et de Développement - IAD Framework:**
ou les éléments du jeu organisationnel et territorial



25

Les règles, extraites de l'analyse des nombreux cas et non pas édictées depuis une idéologie préconçue, sont présentées dans le tableau ci-dessous, donnant au final **un point n°9, la performance systémique institutionnelle** :

⇒ **Le cadre d'Analyse Institutionnelle et de Développement - IAD Framework**

D/ Les communautés de gestion des ressources communes (Common Pool Resources - CPR): 8 principes-clés des communautés pérennes de gestion de ressources communes

⇒ **1) Des limites clairement définies:**

Les individus ou ménages, possédant des droits de prélever des unités de ressource d'une ressource commune, doivent être clairement définis, ainsi que les limites de la ressource commune en tant que telle.

⇒ **2) Cohérence entre les règles d'appropriation et de fourniture, et les conditions locales:**

Adapter les règles d'exploitation et de mise à disposition à la nature de la ressource (temps, espace, technologies, quantités)

⇒ **3) Participation des utilisateurs et Dispositifs de choix collectif:**

La plupart des individus / groupes concernés par les règles opérationnelles peuvent participer à la modification de ces règles.

⇒ **4) Surveillance et Responsabilité:**

Les surveillants rendent compte aux appropriateurs des comportements et des conditions de mise en valeur de la ressource commune.

⇒ **5) Des sanctions graduelles en cas de non-respect des règles d'exploitation de la ressource commune:**

application de sanctions graduelles et proportionnées en cas d'infraction: le nœud du problème!

⇒ **6) Accès rapide à des mécanismes et instances de régulation de conflits: résoudre les conflits à faible coût**

⇒ **7) Reconnaissance minimale des droits d'organisation par les autorités gouvernementales externes:**

pas de remise en cause, ni de centralisme décentralisé « à la française »!

⇒ **8) Pour les organisations complexes et l'existence de plusieurs ressources communes, imbriquer plusieurs communautés avec des règles différentes (polycentricité): articuler dans le respect et l'efficacité**

Par rapport à nos visions classiques de la propriété – essentiellement privée ou étatique / publique – il existe d'autres formes de propriété collective : coopérative, associative, terres communes venant des communautés villageoises du Moyen-Âge (les « vaines pâtures » et les forêts sectionnales) ou des communautés paysannes des Andes.

Ces partages d'usage, de gestion, ou de propriété ont du mal à obtenir une reconnaissance dans les systèmes législatifs modernes ; est-ce parce qu'ils contrarient les visées hégémoniques des privés ou des états ? Ici, encore, les constitutions récentes d'Equateur et de Bolivie nous fournissent des exemples de faisabilité, issus de l'élaboration participative ascendante de ces constitutions, et de la prise en compte des nations et cultures différenciées qui existent dans leurs territoires.

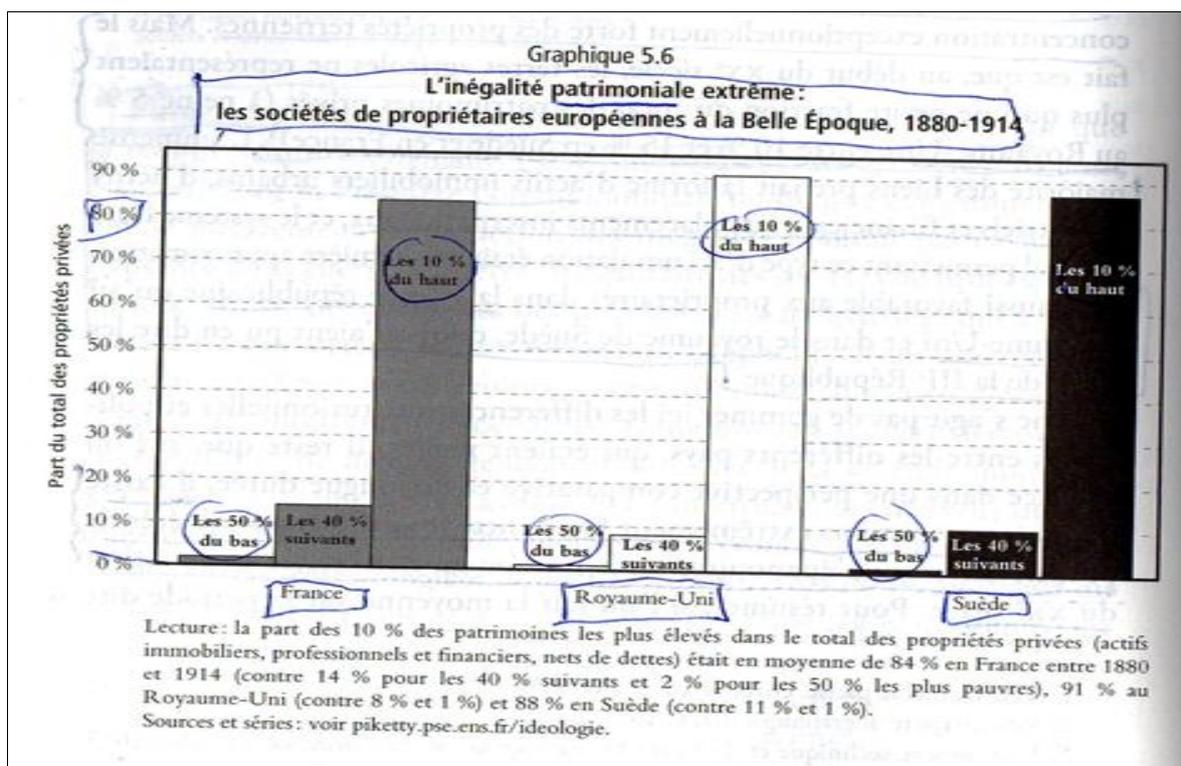
⌘ 37/ Les Inégalités et la Pauvreté : Coopération ou Rivalité ?

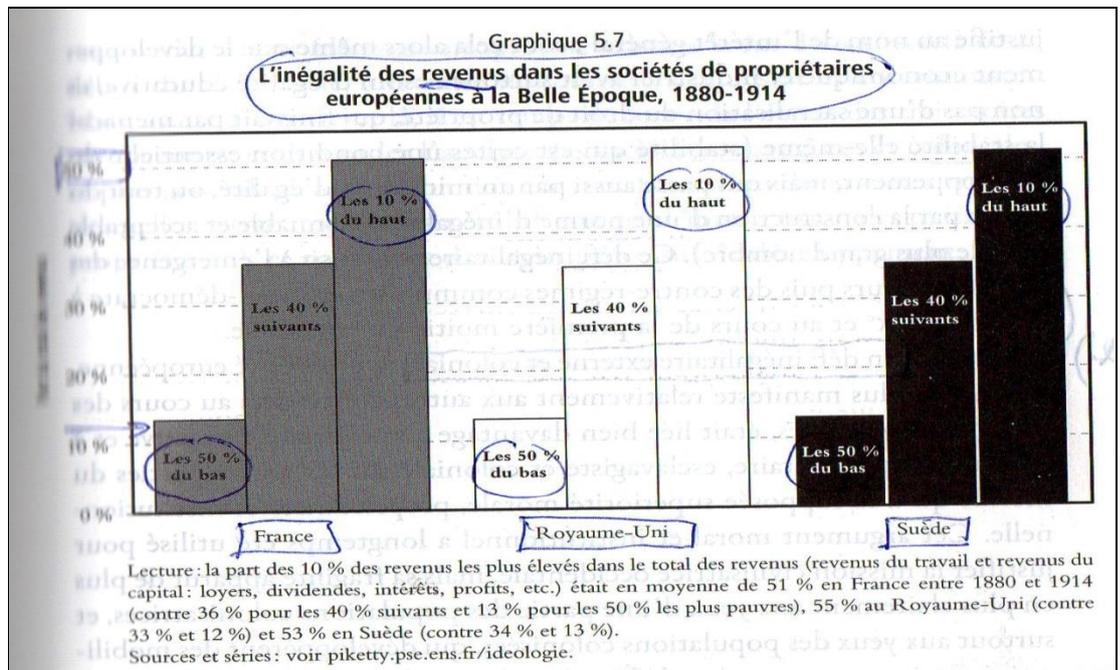
Proposés par Thomas PIKETTY, Gabriel ZUCMANN, Esther DUFLO, Abhijit BANERJEE, notamment dans l'ouvrage « Capital et Idéologie » - 2019, un certain nombre de tableaux et graphiques mettent en lumière les inégalités et leurs conséquences. Ils éclairent les ressorts de l'activité humaine, comme leurs dimensions politiques, sur de longues périodes et dans des contextes sociogéographiques divers. Ils émettent aussi des propositions pour une démocratie participative et fédérative. La question suivante a déjà reçu des réponses dans les dogmes de l'économie classique, qui prône les vertus incitatives et supérieures de la concurrence et de la compétition, en considérant que la coopération ou la solidarité n'ont pas leur place dans le jeu :

« *Est-il plus utile ou avantageux de se comporter en coopérateur ou en rival ?* »

Cette question relève autant, sinon plus, de l'Idéologie que de l'Economie; *les conséquences des choix politiques qui sont faits, en accordant la dominante à la rivalité ou à la coopération, se font sentir notamment dans la répartition des rétributions, c'est-à-dire des revenus, et ensuite, par accumulation, dans les patrimoines.* Dans l'ouvrage précité, l'analyse socio-historique fait un parallèle intéressant entre les sociétés trifonctionnelles des anciens régimes européens (Noblesse – militaires / Eglise - religieux / Tiers-Etat – travailleurs) et celles d'autres régions du Monde (Inde, par exemple, avec les castes : Brahmanes – Lettrés / Kshatriyas – Guerriers / Vaishas et Banyas – Artisans et Paysans, Commerçants / Intouchables, ou Varnas, ou Harijan, et les SC & ST, OBC - Other Backward Classes).

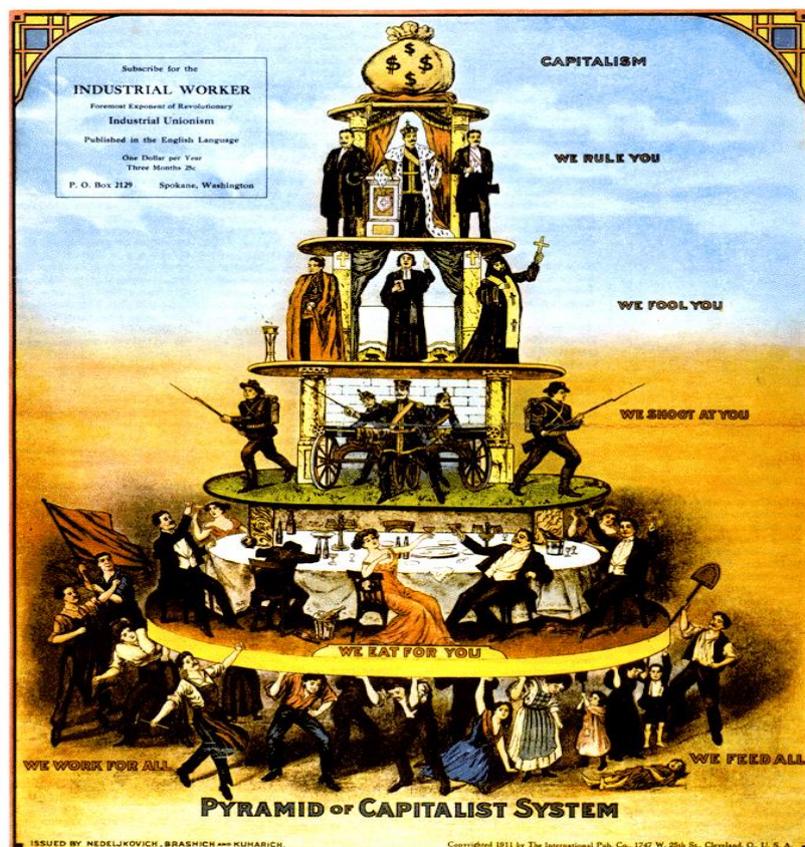
Les 2 graphiques qui suivent concernent la Belle Epoque 1880-1914 (belle pour qui ?) ; ils présentent la situation des inégalités en termes de patrimoine et de revenu dans 3 pays d'Europe : France, Royaume-Uni et Suède. *Vous pouvez y observer combien l'époque était différemment belle selon qu'on faisait partie des 50% les plus bas ou des 10% les plus hauts, qu'il s'agisse des patrimoines ou des revenus !* On comprend qui peut rêver... ou pas d'y revenir !





Si nous observons aussi l'évolution sur longue période des inégalités dans le monde (voir plus haut § 35) sur ces 2 critères (revenu et patrimoine), il apparaît que nous approchons aujourd'hui de la situation de 1914. Ceci peut nous conduire à réfléchir à nos choix politiques et économiques de sortie de la crise du Covid-19 ; pour mémoire, la situation de 1914 a débouché sur une guerre autrement plus destructrice que l'actuelle contre le virus !

Dans son ouvrage « Les Luites de classes en France » écrit en 1850 sur le début de la Deuxième République (qui a précédé la Belle Époque), Karl Marx définissait *sept classes sociales* : l'aristocratie financière ; la bourgeoisie industrielle ; la bourgeoisie commerçante ; la petite bourgeoisie ; la paysannerie ; le prolétariat ; le sous-prolétariat ; ces classifications ont inspiré les communismes russe ou chinois.

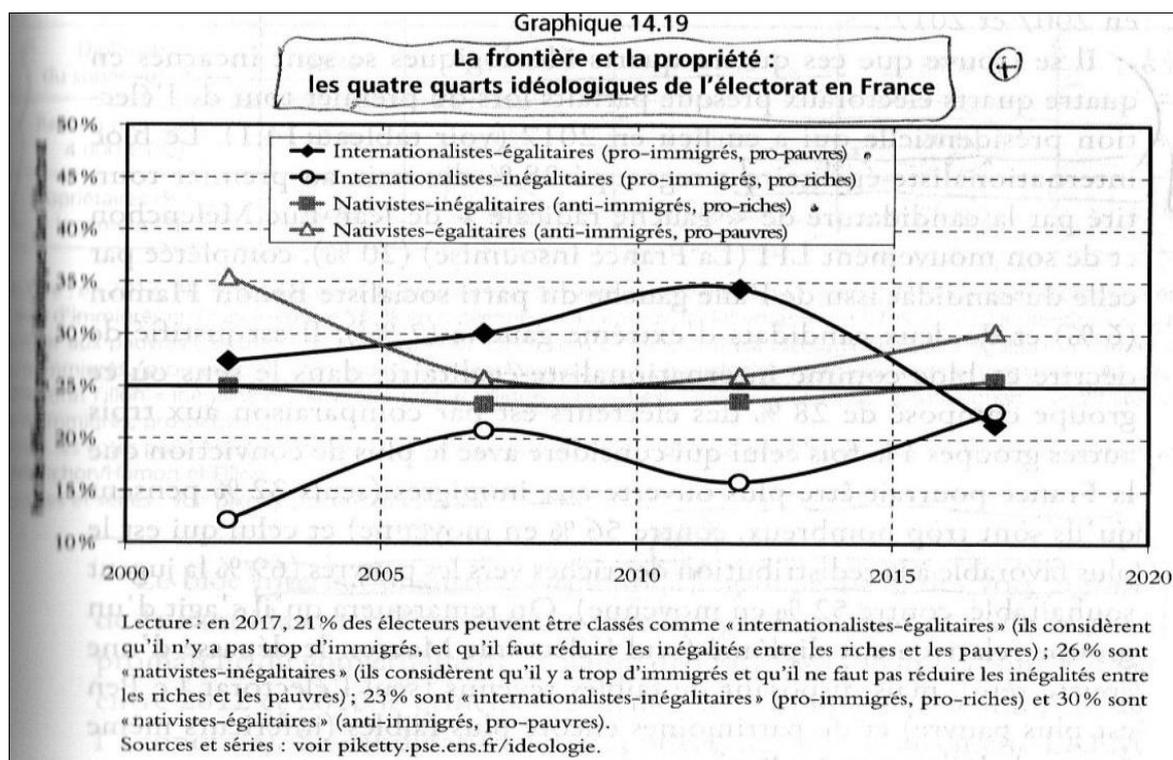
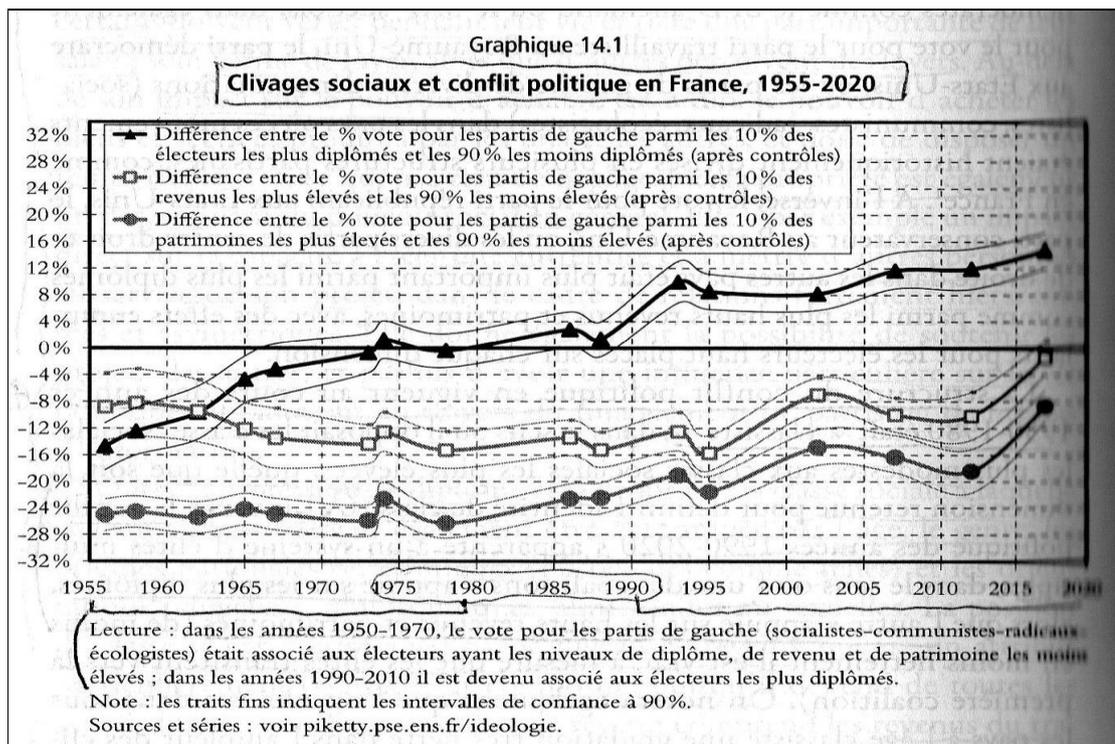


Une représentation de la pyramide sociale dans la société capitaliste - syndicat IWW (Industrial World Workers) - 1911.

Selon le sociologue Louis Chauvel, les classes sociales en France se présentent de cette façon:

- **les classes populaires** qui représentent 60 % de la population, regroupant 20 % « situés hors de l'emploi stable et valorisé », et 40 % constituant une « classe populaire salariée stable » ;
- **les « classes moyennes salariées »**, qui représentent 25 % de la population ;
- **une « classe de confort »**, qui représente 15 % de la population ;
- **une « classe titulée »** de moins de 1 % de la population, qui peut être assimilée à une « classe possédante », « à condition de comprendre que cette possession n'est pas seulement économique », correspondant à la « haute bourgeoisie ».

Les graphiques suivants, tirés de l'ouvrage de Thomas PIKETTY, traduisent les effets politiques des inégalités sur le fonctionnement d'un pays démocratique comme la France :



Selon un sondage de l'INSEE en 2004 :

<i>Sentiment d'appartenir à une classe sociale et situation par rapport à l'emploi :</i> <i>À quelle classe avez-vous le sentiment d'appartenir ?</i>			
<i>Classe sociale</i>	<i>Actifs ayant un emploi</i>	<i>Retraités</i>	<i>Ensemble des adultes</i>
Classe moyenne	42 %	36 %	40 %
Classe ouvrière	24 %	24 %	23 %
Bourgeoisie	3 %	7 %	4 %
Classe défavorisée	7 %	7 %	8 %
Classe privilégiée	8 %	5 %	8 %
Un groupe professionnel	11 %	11 %	9 %
Un groupe social	2 %	3 %	2 %
Autre	3 %	7 %	6 %

La crise que nous vivons permet aussi la mise au jour ou visibilisation des invisibles : ces travailleurs des ombres, sans lesquels un fonctionnement de la société est impossible, et qui sont les plus mal considérés et rémunérés ; la question des castes existe aussi dans d'autres sociétés que l'hindouisme !

2 catégories apparaissent « non-identifiées » ou « hors classement » :

- d'un côté, les sous-traitants de la société, que sont les comptables et les légistes ; aujourd'hui, que seraient les entreprises et les états sans ces «*accessoires ou supplétifs*» *de leur fonctionnement* ?
- de l'autre, les «*soutiers*» *de la société*, (dans les navires de commerce, les soutiers travaillaient dans les soutes, pour l'alimentation des chaudières en charbon, ou les autres activités nécessaires ; ils ne voyaient jamais le pont !) ces travailleurs dépréciés, qui exercent des activités indispensables au fonctionnement général : nettoyage, transports... et qui se révèlent lors d'une crise comme celle que nous traversons.

Pour les premiers, nous devons nous intéresser au *rôle important que jouent « les Big Four et autres conseillers des princes et des marchands », notamment dans l'évaporation fiscale et sociale vers les paradis fiscaux* (y compris des pays « honorables » comme les Pays-Bas, le Luxembourg, l'Irlande ou la Suisse en Europe !), *c'est-à-dire l'évitement de la contribution normale de chacun au financement des services publics*. Ces cabinets de conseil, défiscalisation, optimisation... sont des complices de la non-contribution d'acteurs importants de la vie en société ; ils ne peuvent s'abriter derrière des compétences ou la légalité des pratiques, pour camoufler la réalité des tricheries, fussent-elles légales ! *En effet, que serait le fonctionnement de la société, et de l'économie en particulier, sans des réseaux de circulation, d'énergies, ou de communication ; sans des services publics de santé, d'éducation, de sécurité civile ?*

Pour les seconds, *une revalorisation de leur rétribution (rémunération et reconnaissance) devient incontournable, comme aussi la révision de leurs autres conditions de travail (pénibilité notamment !)*. Ces questions ne pourront être occultées au sortir de la crise, et notamment lorsqu'il s'agira de prévoir des réformes systémiques, qui devront relier les aspects, économiques, légaux, fiscaux, sociaux, et donc finalement politiques. Au-delà des gesticulations oratoires ou communicationnelles, quelles organisations (partis, syndicats, entreprises, société civile...) auront alors préparé le changement de logiciel nécessaires ?

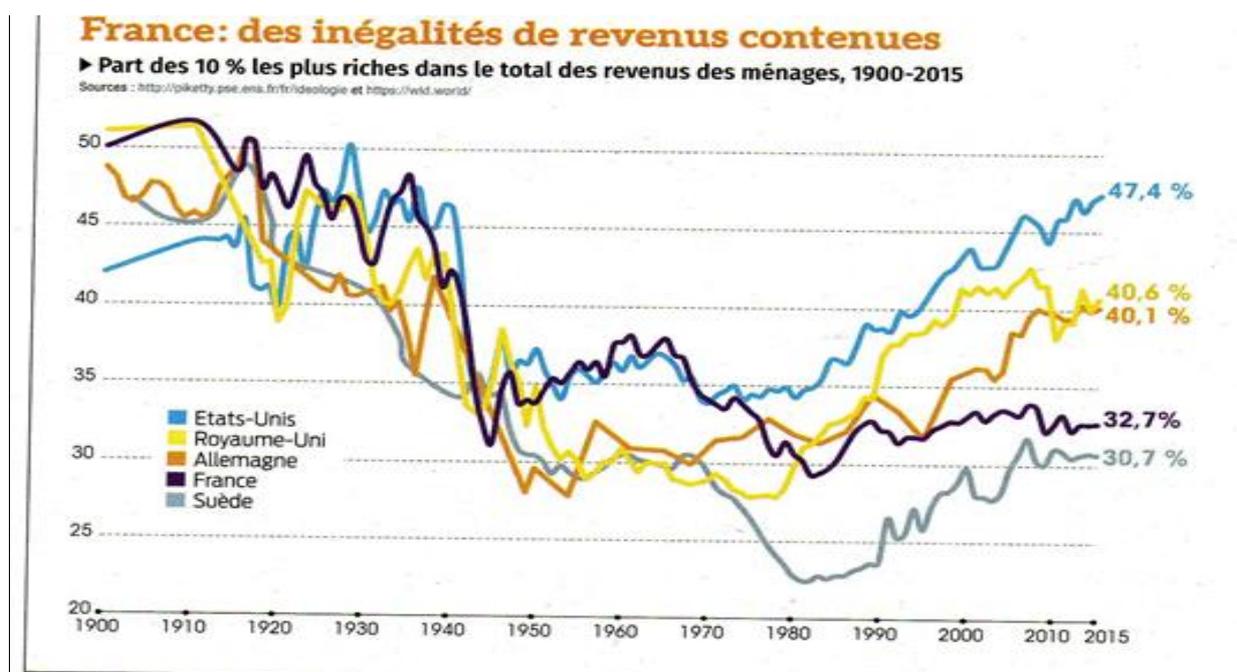
La crise mondiale, provoquée en 2020 par un tout petit organisme, le virus Covid-19, fait ressortir que notre condition humaine est bien fragile, alors que nous nous pensions « au-dessus » ou « en-dehors » de cette perspective, sécurisés que nous nous croyions par nos technologies et nos finances ! « L'homme n'est ni ange, ni bête ! Et le malheur est que qui veut faire l'ange fait la bête » écrivait Baise PASCAL en 1670 dans ses Pensées (358-678). La crise actuelle nous remet donc à notre juste place ; et elle a fait ressortir en pleine lumière ce que nous essayions d'occulter ou de diminuer : les inégalités fortes de situations. La situation de chaque être humain peut se décliner en plusieurs composantes, et offre des gradations successives entre le plus difficile et le plus confortable à vivre.

Si nous reprenons la listes des points essentiels à la vie humaine sur la planète, identifiés plus haut pour définir l'objectif d'une vie digne et généreuse [1) *Alimentation, et donc Souveraineté Alimentaire et AgroEcologie* ; 2) *Santé, et aussi soins de base* ; 3) *Education, et donc aussi Cultures* ; 4) *Logement et accessibilité* ; 5) *Réseaux : transports et mobilités, énergies, communications, dans le respect des Ressources de la Planète* ; 6) *Sécurité personnelle et civile, et services associés*], nous pouvons définir pour chacun des termes gradués qui vont du confort à la précarité : depuis la famine jusqu'à l'excès alimentaire; de la santé « insolente » à la maladie incurable ; de l'illettrisme à la formation « supérieure » ; du SDF au multipropriétaire ; de l'isolé absolu au relié compulsif ; du « sans-papiers » au détenteur de passeports multiples. Ces réalités de vie sont aussi fortement dépendantes de la situation d'isolement ou de lien social de la personne ou du groupe considérés. *La solitude* (de « seul »), si elle est choisie, peut révéler *la solidité* (de « sol, terre ») ou la consistance de la personne, dans la mesure où elle n'est pas un isolement subi. Par contre, la solitude subie ou l'isolement peuvent détruire la solidité et les derniers repères et soutiens auxquels un être humain se raccorde / raccroche à la vie.

En s'appuyant sur « Capital et Idéologie » de Thomas PIKETTY-2019, de « Gestion des Biens Communs » d'Elinor OSTROM-1990, ou des travaux de l'ISM-Paris sur les profils d'entrepreneurs artisanaux, il est intéressant d'explorer les 2 voies classiques de l'économie :

- *la dominante capitaliste, « propriétaire »* d'après Thomas PIKETTY, où c'est l'exclusivité de la propriété, de la gestion et de l'usage, qui sont revendiqués comme « droits » absolus, devant tous les autres, y compris les droits humains (esclavage ou servage ou aujourd'hui ubérisation), conduisant à des sociétés dont la caractéristique commune est l'inégalité extrême ;
- *la variante coopérative ancienne* d'après les coopérativistes d'origine du XIX^e siècle, Elinor OSTROM, ou les études anthropo-sociologiques des sociétés (voir Philippe DESCOLA – « La Composition des Mondes » et les 4 ontologies), où la coopération et la gestion en commun de biens et d'espaces offrent une meilleure solidité aux groupes humains qui les pratiquent.

Dans l'analyse de Th. PIKETTY concernant les inégalités, 2 éléments principaux ont été examinés : le patrimoine et le revenu. Le premier est **un stock**, résultat d'une accumulation familiale transgénérationnelle ; le second est **un solde** entre 2 flux périodiques - en général annuels - les produits ou entrées et les charges ou sorties de richesse et monnaie. En économie, pour mesurer le solde « revenu », on utilise souvent le PIB (Produit Intérieur Brut), somme des Valeurs Ajoutées annuelles d'un territoire ou d'une entreprise, qui est le solde entre le Chiffre d'Affaires, ou entrées monétaires totales, et les sorties monétaires liées à l'acquisition de produits et services externes.



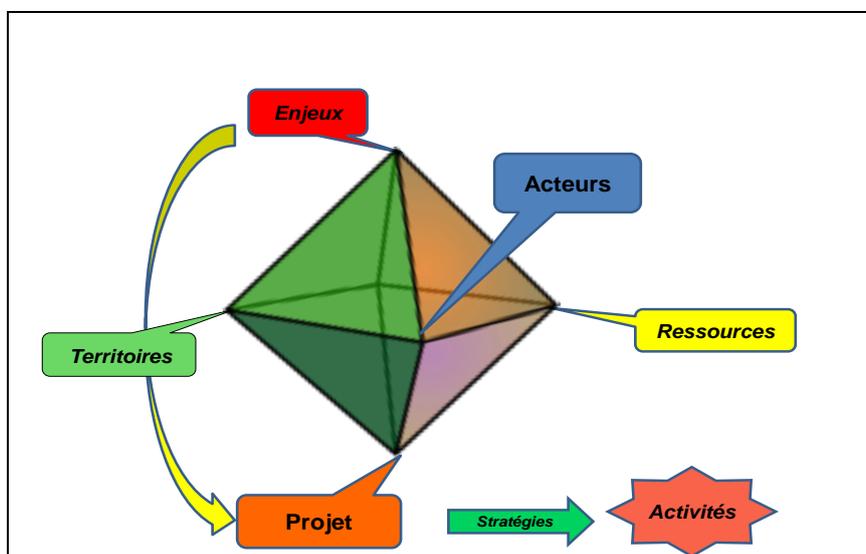
Le graphique ci-dessus illustre bien *l'évolution sur longue période (1900-2015) des inégalités dans plusieurs pays* : leur relative décroissance entre 1900 et 1940 ; leur maîtrise entre 1950 et 1980 (*coïncidence* : c'est aussi la période définie comme « les Trente Glorieuses » ; l'économie n'y aurait donc pas autant souffert que les néolibéraux le racontent, puisqu'elle assura une relative répartition de la prospérité obtenue !) ; et leur croissance à nouveau après 1980. PIKETTY y considère 2 variables : le revenu et le patrimoine, reliées au système fiscal plus ou moins progressif qui freine ou favorise les inégalités.

En réalité, et en complément de l'analyse de PIKETTY, *on observe que 1 Bien et/ou 1 Espace sont à la croisée de 3 régimes possibles*:

- *Propriété (exprimée notamment par le patrimoine)*
- *Gestion (qui n'implique pas nécessairement la propriété, mais peut être reliée à un revenu !)*
- *Usage (la gestion et l'usage pouvant concerner le revenu et son utilisation: consommation / épargne - investissement)...*

... et dont l'administration peut s'orienter selon 2 pôles antagonistes:

- *Partage, cogestion, coopération, copropriété, solidarité (↔ solidaire)*
- *Exclusivité, monopole, exclusion, domination, solitarité (↔ solitaire)*



... avec toute la gamme des systèmes légaux et législatifs possibles (depuis les SAS, SA... jusqu'aux Coopératives, SICA, SCOP, SCIC... en passant par les SEM...), et des amplitudes territoriales :

[1] Niveaux: Supranational, National, Régional, Local...

[2] Exemples: Communs (pâturages), Comunidades campesinas, Haciendas, Huasipongo...

Plusieurs exemples peuvent illustrer de façon détaillée et propre à la discussion éclairée et respectueuse ces situations concrètes (Propriété, Gestion, Usage), en observant les mécanismes développés par rapport à plusieurs ressources ou biens communs : Terre, Eau, Mobilités/Transports, Grands Travaux d'aménagement... et aux 3 régimes évoqués plus haut (*Propriété : exclusive / partagée ; Gestion : exclusive / partagée ; Usage : exclusif / partagé*) :

Exemples	Exclusive	Partagée	Statuts Juridiques
Propriété	Ferme familiale	Communautés paysannes andines	Légalement reconnues
	Haciendas		Colonialement installées
Gestion		Pâturages d'estive - COPTASA	Coopérative depuis 1963
		Réseaux d'Irrigation / Huerta de VALENCIA – Levante-ESPAÑA	Durable (plus de 500 ans!)
Usage	Huasipongo		Précaire et colonial (au bon vouloir de l'hacendado!)
		Communs ou sectionnaux (pâturages et forêts)	Reconnus par les Collectivités et les Etats (ou pas !)

❧ 38/ *Système et Référentiel – la comptabilité et les valeurs: du PIB à l’BVE :*

La comptabilité, comme science de la mesure des échanges économiques et financiers, est une science aux sources et implications politiques, et non une science « neutre » ! Les valeurs concerneraient-elles seulement la Bourse, ou ont-elles aussi à voir avec l’Ethique ? Ainsi le changement opéré en Europe en 2005, par l’adoption des normes IFRS-IASB, n’est pas seulement une question de normes comptables, ou de grille d’appréciation !

Jusqu’à une date récente, les systèmes comptables appliqués aux entreprises et aux états en Europe reposaient sur une appréciation prenant en compte une analyse patrimoniale et partenariale : dans le sens, où l’information comptable produite, notamment vers l’extérieur de l’entreprise, devait refléter la situation de celle-ci à un moment donné, selon 4 principes, de manière à en donner « *une Image fidèle, comparabilité, continuité de l’activité / avec Régularité, sincérité / Prudence / Permanence des méthodes* » - selon la définition donnée par le Plan Comptable Général. (*Les plans de 1947 et 1957 ne traitent que de la comptabilité générale et de la comptabilité analytique*). L’analyse patrimoniale portait sur la situation à une date donnée (le Bilan), tandis que le résultat des flux d’une période (exercice, habituellement une année) explicitait la formation du résultat et ses incidences sur la situation.

Avec l’arrivée des normes comptables IFRS-IASB (International Financial Reporting Standards & International Accounting Standards Board) dans les années 2000, le cadre d’appréciation change totalement ; il exprime notamment l’influence de la doctrine néolibérale et la domination de la logique financière sur les principes précédents : moins de patrimonial et durable ; plus de court terme et financier « agile » ! Le concept de « **fair value** » (traduit astucieusement par « *juste valeur* » ! Juste pour qui ?) vient habiller une exigence de valorisation davantage liée à la prise en compte des marchés financiers boursiers et du court terme (surtout des actionnaires et spéculateurs) qu’à l’analyse patrimoniale durable et à l’information correcte des autres parties prenantes (clients, banques, fournisseurs, salariés, état). *Le système d’informations produites avec ces nouvelles normes ne clarifie pas vraiment l’information produite par les entreprises à l’attention de leurs partenaires internes et externes : ceux-ci - clients, fournisseurs, salariés, banquiers... - doivent retraiter les informations « officielles » pour déterminer la situation véritable des entreprises ! Ceci favoriserait-il l’activité liée aux paradis fiscaux et aux trusts? Quels intérêts cachés ont permis un tel chamboulement, contesté par certains comptables eux-mêmes ? De plus, *l’organisme IASB est une organisation de droit privé, sans aucune relation avec les états, sinon celle de l’influence et du lobby ; sa légitimité à édicter et imposer des normes dont les conséquences sont énormes est donc très contestable !**

En effet, *les normes de comptabilité, privée ou nationale, touchent à plusieurs domaines fondamentaux pour la vie en société, sa lecture, et ses relations systémiques: légal, fiscal, social, économique, financier...* On peut s’étonner ou s’alarmer de la « contamination idéologique » qui a eu lieu dans les années 2000, au point que l’Union Européenne oblige Etats et Entreprises à adopter un système privé qui n’améliore ni la clarté ni la sincérité des informations produites !

Il en est bien sûr de même pour **les indices d’appréciation des pays, comme le PIB, l’IDH, et quelques autres...** L’**indice de la pauvreté multidimensionnelle** (IPM), en anglais *Multidimensional Poverty Index* (MPI), aussi traduit **indice de pauvreté multidimensionnelle**, est un indice statistique évaluant la pauvreté dans les pays en développement ; il a été créé par un département de l’Université d’Oxford en 2010, et utilisé par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) pour son Rapport sur le développement humain d’octobre 2010. Ce qui peut choquer, c’est que cet IPM ne s’applique qu’aux pays en développement, comme si « la pauvreté multidimensionnelle » ne pouvait exister aussi dans tous les pays, riches y compris !

C’est pourquoi, nous faisons cette proposition de mesure-évaluation du Buen Vivir : plutôt en réalisations qu’en manques, et donc plutôt en « Mesure du Vivre Digne Multidimensionnel », comme Richesse - en positif, plutôt que comme Pauvreté – en négatif.

Vous pourrez observer que cet indice proposé aux socio-économistes, pour qu’ils l’améliorent, reprend les diverses dimensions prioritaires de base, les valeurs humaines, avant de se focaliser seulement sur des données technologiques ou financières :

- 1) Alimentation, et donc Souveraineté Alimentaire et AgroEcologie ;
- 2) Santé, et aussi soins de base ;
- 3) Education, et donc aussi Cultures ;
- 4) Logement et accessibilité ;
- 5) Réseaux : transports et mobilités, énergies, communications, dans le respect des Ressources de la Planète ;
- 6) Sécurité personnelle et civile, et services associés.

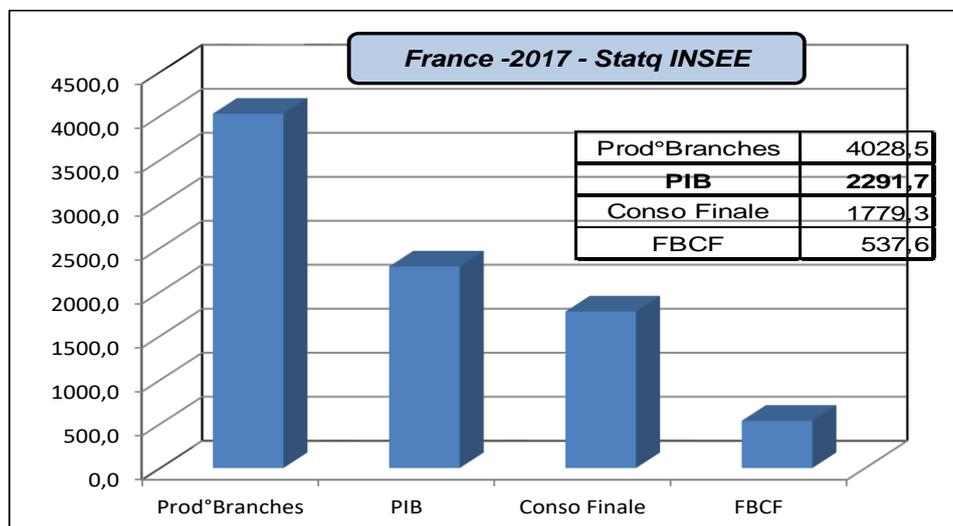
L'ajout de critères concernant la Gouvernance et l'application des Droits Humains me paraît important pour un indice systémique du Buen Vivir.

Indice BVE (Bien Vivre Ensemble) / VBJ (Bien Vivir Juntos) / SK² (Sumaq Kuskasunchis Kausay) - Construction 2018						
DOMAINES	Indicateurs	Situations Souhaitées / Désirables (recensées)	Pondération revue		Pondération IPM (%)	
SANTÉ	Mortalité infantile	Population vivant dans un foyer où un enfant ne meurt pas avant l'âge de 5 ans	7,0	14,0	16,6	33,3
	Nutrition	Population vivant dans un foyer où enfant ou adulte sont correctement nourris	7,0		16,7	
ÉDUCATION	Scolarisation	Population vivant dans un foyer où chaque membre a bénéficié de 5 années d'école	7,0	14,0	16,6	33,3
	Sortie de l'école avant 8 années de scolarité	Population vivant dans un foyer où chaque enfant est sorti de l'école après avoir terminé ses 8 ans de scolarité	7,0		16,7	
CONDITIONS DE VIE	Électricité	Population vivant dans un foyer disposant pas d'électricité	2,5	15,0	5,6	11,1
	Toilettes & Assainissement	Population vivant dans un foyer disposant de sanitaires	2,5		5,5	
	Eau potable améliorée	Population vivant dans un foyer ayant accès à une eau potable améliorée, ou dont l'accès est accessible à moins de 30' de marche	2,5		5,5	11,1
	Sol de l'habitat	Population vivant dans un foyer où le sol n'est pas en terre battue ou en sable	2,5		5,6	
	Combustible de Cuisine	Population vivant dans un foyer où le combustible pour la cuisine n'est plus (seulement): le bois, le charbon de bois, les excréments d'animaux	2,5		5,6	11,2
	Biens mobiliers / Equipements	Population vivant dans un foyer disposant d'au moins 1 équipement suivant: radio, TV, téléphone, bicyclette, mobylette, automobile, tracteur	2,5		5,6	
REVENUS	Revenu de base	Population vivant dont le revenu de base du foyer est supérieur à 100 \$ PPA/mois	7,0	14,0	100	
	Répartition - Régulation	Indice de Gini, ou Rapport Quintiles M/m	7,0			
ACTIVITES	Activité principale	Population vivant dans un foyer où le chef de famille dispose d'une activité stable rémunérée	7,0	14,0		
	Activité secondaire	Population vivant dans un foyer où 1 autre membre de la famille dispose d'une activité stable rémunérée	7,0			
RESSOURCES NATURELLES	Consommation d'Énergie & Espace (hag)	Population vivant dans un foyer consommant moins de [1,8 / 2,6] hag/personne	7,0	14,0		
	Rejets polluants (GES)	Population vivant dans un foyer dégageant moins de 1,7 t GES/personne/an (PNUD 2011)	7,0			
GOUVERNANCE & Biens Communs: 8 règles	1) Des limites clairement définies pour l'utilisation de la ressource et du territoire concernés		1,0	8,0		
	2) Cohérence entre les règles d'appropriation et de fourniture, et les conditions locales: nature de la ressource (temps, espace, technologies, quantités)		1,0			
	3) Participation des utilisateurs (parties prenantes) et Dispositifs de choix collectif		1,0			
	4) Surveillance de l'application des règles et Responsabilité des contrôleurs liés		1,0			
	5) Application de sanctions graduelles en cas de non-respect des règles d'exploitation de la ressource commune		1,0			
	6) Accès rapide à des mécanismes et instances de régulation de conflits: résoudre les conflits à faible coût		1,0			
	7) Reconnaissance des droits d'organisation instaurés par les autorités gouvernementales externes		1,0			
	8) Pour les organisations complexes et l'existence de plusieurs ressources communes, imbriquer les communautés avec des règles différentes (polycentricité)		1,0			
Droits de l'Humanité 2015	Critère 1:	4 principes de base (respect ou pas)	1,0	7,0		
	Critère 2:	6 Droits de l'Humanité (respect ou pas)	3,0			
	Critère 3:	6 Devoirs envers l'Humanité (respect ou pas)	3,0			
Complément / Indice BVE => Gouvernance / Processus de Projet: Phases et Indicateurs de Démocratie Participative				100,0		

Comme les normes de comptabilité, privée ou nationale, touchent à plusieurs domaines fondamentaux pour la vie en société, sa lecture, et ses relations systémiques: légal, fiscal, social, économique, financier... comme le rappelle le choix du titre de ce paragraphe « Système et Référentiel – la comptabilité et les valeurs », il nous paraît intéressant de poursuivre l'analyse et les propositions dans le domaine de la comptabilité nationale : les chiffres produits et traités par l'INSEE servent aussi de base aux décisions politiques !

Une première lecture peut s'appuyer sur les données globales concernant notre pays (des comparaisons européennes et internationales pourraient être utilement faites, qui demandent des compétences et travaux plus larges - à la portée de l'équipe de PIKETTY, par exemple ; ces comparaisons seraient également importantes pour élargir et asseoir la refondation et recomposition nécessaires à une échelle pertinente, celle de l'Union Européenne !), en partant du PIB (Produit Intérieur Brut) comme axe central reconnu.

Dans ce cas, il est utile de suivre la « fabrication » de ce PIB à partir des activités du pays : en procédant par soustraction, on part de la Production des Branches, qui correspond peu ou prou au Chiffre d’Affaires du pays ; après déduction des Consommations Intermédiaires, on obtient le PIB ou Somme des Valeurs Ajoutées des Branches. A partir de là, le pays dégage un Revenu National, qui permet d’alimenter, entre autres, la Consommation des Ménages et autres acteurs de la vie nationale, et aussi la Capacité d’Epargne et d’Investissement (traduite en FCBF – Formation Brute de Capital Fixe). Le graphique ci-après retrace ce mécanisme à partir des statistiques 2017 fournies par l’INSEE. Pour éclairer les comparaisons, **le PIB 2019 - France est estimé à 2383,7 Milliards € (+1,3%), contre 2353,1 Milliards € en 2018 (+1,7%), et 2291,7 Milliards € en 2017 (publications INSEE).**

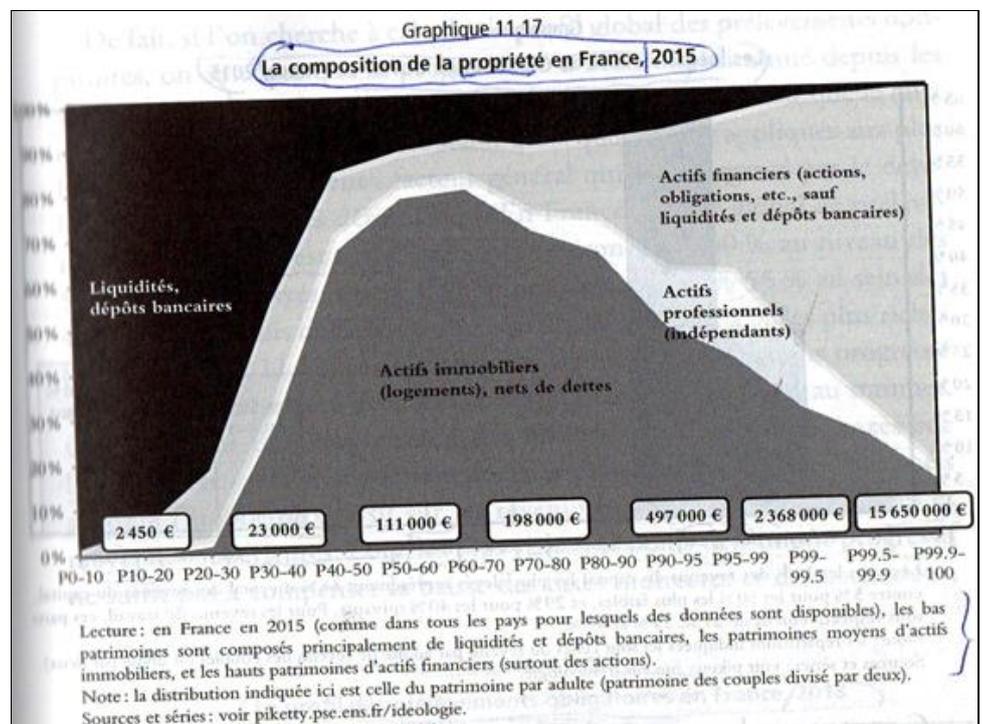
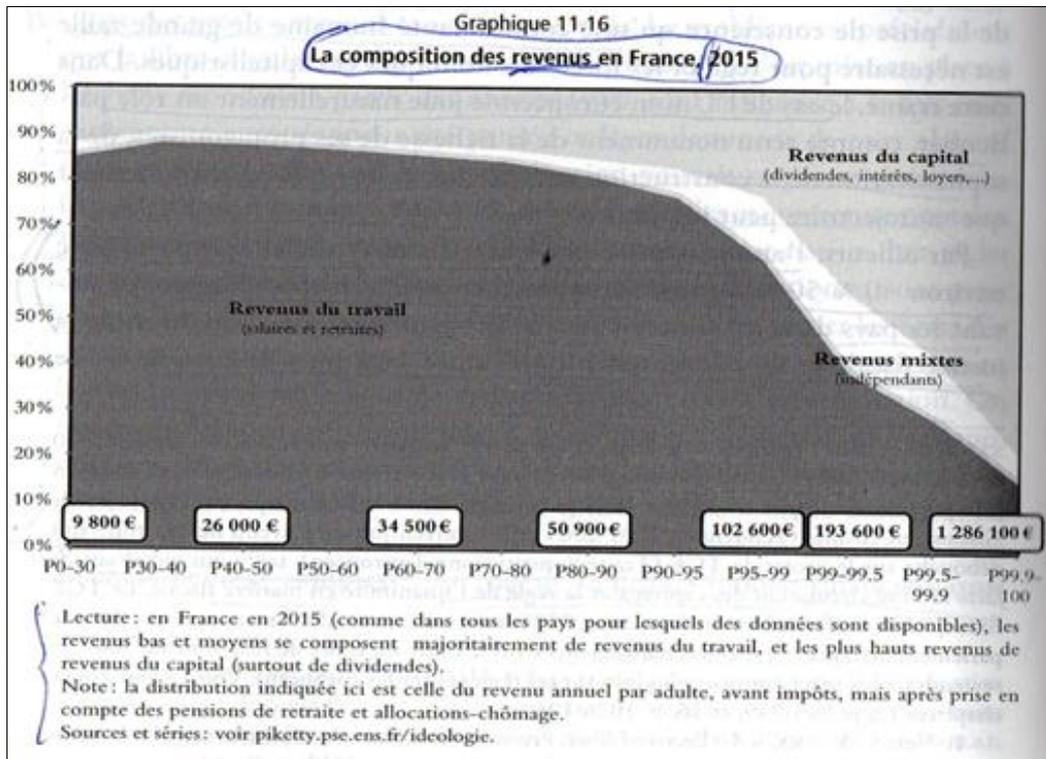


Le tableau ci-après qui présente pour la même année, et selon les mêmes sources - INSEE, *la structure de la consommation des ménages*, est aussi une approche au niveau global, qui *permet de constater la répartition des dépenses entre diverses priorités, ainsi que la variation en 10 ans (2007-2017)*:

Consommation des ménages par fonction	Consommation en milliards d'euros		Variation annuelle en volume en %			Poids dans la valeur de la consommation effective en %	
	2017	2015	2016	2017	2007	2017	
Alimentation et boissons non alcoolisées	159,8	0,9	1,1	0,0	9,7	10,0	
Produits alimentaires	145,9	0,7	1,1	-0,2	9,0	9,2	
dont : pain et céréales	26,4	1,2	3,6	1,7	1,5	1,7	
viandes	36,6	-0,6	-1,3	-1,5	2,4	2,3	
poissons et fruits de mer	8,7	-2,2	-2,1	-3,4	0,6	0,5	
lait, fromages et oeufs	20,5	1,0	0,4	0,7	1,3	1,3	
fruits et légumes	32,2	1,3	3,3	-0,9	1,8	2,0	
Boissons non alcoolisées	13,9	3,3	1,3	2,5	0,8	0,9	
Boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants	45,0	1,3	0,2	-0,4	2,6	2,8	
dont : boissons alcoolisées	21,4	1,2	1,2	0,8	1,3	1,3	
tabac	20,4	1,4	-1,0	-2,1	1,2	1,3	
Articles d'habillement et chaussures	45,4	1,2	-1,3	0,6	3,5	2,8	
Logement, chauffage, éclairage	316,6	1,1	1,5	0,7	18,7	19,9	
dont : location de logement	229,6	1,2	1,4	1,1	13,6	14,4	
chauffage, éclairage	50,5	2,0	2,6	-0,9	2,9	3,2	
Équipement du logement	58,7	2,0	1,7	1,9	4,2	3,7	
Santé	50,4	2,0	2,8	1,3	3,0	3,2	
Transport	164,0	2,3	4,2	3,0	10,9	10,3	
dont : achats de véhicules	42,4	5,2	7,8	3,3	3,1	2,7	
carburants, lubrifiants	36,9	1,9	1,9	0,7	2,6	2,3	
services de transports	29,3	1,0	1,9	3,9	1,6	1,8	
Communications	30,1	3,9	2,2	4,1	2,5	1,9	
Loisirs et culture	96,5	1,3	1,8	2,0	7,1	6,1	
Éducation	5,5	2,9	1,9	0,5	0,3	0,3	
Hôtels, cafés et restaurants	88,1	0,8	3,1	4,7	5,1	5,5	
Autres biens et services	148,0	1,7	0,4	-0,2	10,0	9,3	
dont : soins personnels	30,5	2,1	0,6	0,1	2,0	1,9	
assurances	49,5	1,8	1,4	0,2	3,2	3,1	
Correction territoriale	-17,0	2,3	-25,2	34,4	-1,4	-1,1	
Dépense de consommation des ISBLSM¹	48,1	2,0	1,5	1,4	2,7	3,0	
Dépense de consommation des APU²	353,6	1,3	1,7	1,7	21,1	22,2	
dont : santé	161,0	2,6	3,8	3,2	9,5	10,1	
éducation	99,2	0,6	0,6	0,6	6,2	6,2	
Consommation effective des ménages	1 592,8	1,4	2,0	1,1	100,0	100,0	

1. Institutions sans but lucratif au service des ménages.
2. Dépenses de consommation des administrations publiques en biens et services individualisables.
Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.

Parmi les graphiques produits par PIKETTY dans son ouvrage, les 2 suivants sont intéressants à plusieurs titres : ils concernent *la situation française en 2015*, et sont donc assez proches des statistiques présentées plus haut pour le PIB et la Consommation ; et d'autre part, ils décomposent *les sources de revenus et patrimoines* des différentes catégories de population, *selon les déciles*. C'est donc une approche très qualitative et explicative de la différenciation factuelle et des inégalités possibles.



Ces 2 graphiques permettent de constater la distance entre le principe républicain d'Égalité et la réalité de la situation des citoyens français !

Il serait intéressant de faire une approche par décile de la Consommation et de l'Épargne – Investissement, ou des Impôts Directs et Indirects - comme pour le Revenu et le Patrimoine - afin de comprendre les mécanismes à l'œuvre, et donc aussi les changements systémiques à apporter « pour ne pas améliorer les inégalités ». Bien sûr, le luxe serait de disposer d'une telle analyse comparative à 10 ans d'intervalle !

En poursuivant cette réflexion sur les indicateurs à promouvoir pour nous éclairer dans notre marche vers un style de vie rénové, et en cohérence avec l'indicateur BVE proposé plus haut, on peut aussi imaginer d'autres mesures de notre efficacité sociétale : de la même manière que les compteurs actuels de nos véhicules automobiles nous renseignent sur la vitesse, le kilométrage parcouru, le niveau de réserve de carburant, ou la consommation, ***nous pourrions aussi avoir des compteurs de nos consommations d'énergies carbonées (t équivalent-pétrole – TEP), de nos productions de gaz à effet de serre (GES), de notre consommation d'espace (Hag – ha global), ou de la répartition et solidarité de nos situations (J0 - ou jour auquel nous atteignons chaque année notre quota autorisé d'utilisation de la Planète – et nous n'en avons qu'une, car nous ne pourrions réaliser des « croisières qui s'amuse » vers Mars pour l'ensemble de la population mondiale, pensant ainsi esquiver notre responsabilité sur la dégradation par hyper-consommation de la Terre !)***

⇒ **39) Economie Participative et Territoriale : le rôle des coopérations et des solidarités locales :**

Il est utile de rappeler qu'***il existe plusieurs types d'économie, ou de manières d'exercer l'économie*** (c'est un fait):

- ***L'économie capitaliste*** et sociétaire, de type entreprise à capitaux variables et impersonnels, dont l'objectif est le profit ;
- ***L'économie familiale***, de type entreprise individuelle, à capitaux familiaux, dont l'objectif est autant la pérennité que le profit ;
- ***L'économie coopérative***, de type entreprise à personnel identifié et capitaux variables, dont l'objectif est davantage la répartition de la performance et des résultats ;
- ***L'économie publique***, dont les capitaux et le management ont un objectif de service public ;
- ***L'économie mixte***, constituée par les entreprises hybrides entre deux ou plusieurs formes des types économiques précédents (SICA, SCIC,...).

Ce rappel paraît d'autant plus nécessaire, qu'on perçoit bien – dans la précipitation de certains à « rattraper » la période mise entre parenthèses par la pandémie du Covid-19 et la glaciation relative du fonctionnement sociétal habituel – la volonté de ne pas laisser apparaître de nouvelles formes d'activités et de répartition des revenus, qui viendraient contrecarrer le « business as usual » ⇔ « les affaires comme avant », qui leur a si bien réussi jusque-là ! ***L'Economie Participative et Territoriale ou Economie Conjonctive (celle des TPE-PME et ETI)*** – pour la différencier de l'Economie Structurante des Grandes Entreprises et FMN – est une forme d'économie ***peu apparente dans les manuels classiques d'économie*** ; elle a même attendu les années 1990 pour apparaître dans les statistiques de l'ISNEE ! On voit pourtant en cette période si particulière ***sa pertinence, son adaptabilité, son efficacité et sa capacité de résistance aux chocs structurels !***

« Dans tout type d'organisation, il y a 4 types d'innovation : les équipements, la culture, la méthode, la structure. » Michel GOYA – La VIE – 24 août 2019. Ce mot est une invitation à ne pas « repartir comme avant » en considérant les diverses formes d'innovation, et pas seulement l'innovation technologique de rupture, dont la persistance n'équivaut pas toujours à la brillance ! ***L'Economie Coopérative pourrait aujourd'hui devenir une source plus importante de création d'activités et revenus dignes.*** Au moment où plusieurs parlent d'autogestion ou d'initiatives innovantes, on peut rappeler que cette forme d'économie prouve sa créativité et sa résilience, comme son insertion de proximité dans les territoires. ***Les Coopératives d'Activités et d'Emplois montrent notamment comment elles peuvent accompagner des Créateurs-Coopérateurs autonomes, responsables et solidaires ; plutôt qu'Auto-Entrepreneurs, indépendants, libres et solitaires !***

Les Pouvoirs Publics seraient bien inspirés de leur accorder un peu plus d'appui qu'à la mise en place du statut d'autoentrepreneur, ou aux facilités accordées à Amazon, Uber ou Deliveroo pour leurs innovations dans le monde du travail (ou de l'esclavage déguisé ?!). Nous pourrions comparer en sortie de crise la capacité réelle de chaque formule en termes de création d'activités et revenus durables et dignes ! Nous pourrions aussi comparer en direct la mortalité des uns et vitalité des autres dans divers registres : social, écologique et économique !

⇒ **Refondation ou recomposition :**

Ces réflexions sur les valeurs vont nous permettre de **fixer des priorités pour « l'après-Covid-19 »** : jusque-là, le trio « technologie – économie – finance » a donné le ton, y compris aux politiques qui lui ont laissé la bride sur le cou. Le Covid-19 a obligé à une remise en cause de cette « théologie païenne », en poussant les décideurs, au moins les plus responsables (Trump, et Bolsonaro s'étant placé eux-mêmes hors de ce champ !), en faisant passer la santé avant le PIB, et le soutien à l'économie (consommation et production) avant les sacro-saints 3% européens de déficit public ! Si on l'a donc décidé, on a ainsi expérimenté que c'était possible, et que l'on peut, et même doit, s'affranchir des dogmes néolibéraux... qui apparaissent pour ceux qu'ils sont dans leur nudité : des croyances théoriques ou des choix politiques !

« Ceux qui pensent possible une croissance infinie dans un monde fini sont des fous... ou des économistes. » Nicolas GEORGESCU-ROENTGEN

D'autres expérimentations ont aussi lieu à cette occasion : la créativité et la réactivité au niveau local, pour suppléer aux manques des planifications plus larges, font ressortir que le centralisme – fut-il défini comme démocratique ! – doit céder la place à la prise en compte et considération de la participation ascendante. Le Grand Débat de 2019, les Elections Européennes, la Convention Citoyenne pour le Climat sont des preuves par le réel que « un autre monde est possible » (slogan de Rio 1992 !). Ces preuves locales partagées aux niveaux locaux ou élargis viennent contredire ceux qui voudraient tout régir par la technologie ou la finance dominatrices, placées au-dessus de l'Humain et du Territorial. La relation correcte entre les territoires de diverses échelles doit se renouveler maintenant, spécialement dans notre France jacobine centralisée, sous la forme d'un fédéralisme ascendant, et pas d'une déconcentration paternaliste et sous-traitante ; dans une émission récente, Daniel COHN-BENDIT évoquait la comparaison Allemagne – France, dans les réactions au Covid-19, en faisant remarquer que la différence d'efficacité pouvait tenir d'abord au fédéralisme de la première et au centralisme de la seconde.

Pour fixer ces priorités, on peut rappeler **la liste des points essentiels à la vie humaine sur la planète, une vie digne et généreuse :**

- **1) Alimentation, et donc Souveraineté Alimentaire et AgroEcologie;**
- **2) Santé, et aussi soins de base ;**
- **3) Education, et donc aussi Cultures ;**
- **4) Logement et accessibilité ;**
- **5) Réseaux : transports et mobilités, énergies, communications, dans le respect des Ressources de la Planète ;**
- **6) Sécurité personnelle et civile, et services associés.**

Une fois ces priorités de base affichées, on peut aussi penser à :

- **6) Logement et accessibilité ;**
- **7) Equilibre entre Activités (contributions à la vie de la cité) et Revenus (rétributions correspondantes à ces contributions) ;**
- **8) Combinaison entre Consommation, Epargne et Investissement, tant ceux des Ménages que ceux des Entreprises ;**
- **9) Equité des Revenus et des Patrimoines, par une imposition équilibrée entre impôts directs et visibles ou sensibles sur le revenu, et impôts indirects, invisibles et pesants sur la consommation.**
- **10) Rééquilibrage entre Economie structurante (grandes entreprises et FMN) et Economie conjonctive (ETI, PME et TPE) : de la sous-traitance parfois maltraitance au partenariat.**

Un débat interne national aura lieu au niveau de chaque pays au moment du confinement (il a déjà lieu en Europe, puisqu'il faut y partager – ou pas – les décisions prises et leurs conséquences !), et il est utile dans la mesure où il ne se perdra pas en « querelles byzantines », entre les 2 options classiques : révolution ou réforme.

Compte tenu de l'impératif de priorités et d'urgence, la combinaison de deux options est utilement et réalistement inévitable : sur certains points, révolution ou « renversement de la table », révision fondamentale de l'échelle des priorités ; sur d'autres, réforme pour améliorer ce qui existe, « sans casser bêtement la vaisselle » ! Jean JAURES avait déjà travaillé ces questions il y a un siècle, prônant plutôt la mesure ou la justesse, sans avoir été écouté, et hélas avant d'être assassiné !

Ce travail représente un défi :

« Renouveler l'approche de notre fonctionnement sociétal tout entier, pour l'ajuster aux défis qui sont apparus à l'occasion de cette crise sanitaire mondiale inédite ; ceci sans renier nos principes éthiques fondateurs, axés sur la fraternité, la solidarité et l'équité, dans une émulation et un enthousiasme nécessaires au dynamisme. »

Au final, un changement de dénomination ne sert à rien s'il ne correspond pas et ne s'établit d'abord pas sur un changement de posture intérieure et structurante ; rappelons le mot attribué à Francis BLANCHE ou à Alfred SAUVY, sur l'alternative à assumer :

« Face au monde qui bouge, plutôt penser le changement que changer le pansement. »

Dans cette perspective, quelques travaux ou courants de pensée peuvent nous éclairer ou inspirer :

- **Le revenu universel** : non pas « un encouragement à la paresse », mais un appui et une stimulation à une réelle autonomie, à partir de la contribution accordée. On sait aujourd'hui que le niveau actuel du SMIC ne permet pas à beaucoup de travailleurs de s'alimenter, se déplacer, se loger décemment, donc de Vivre Dignement. En quoi un revenu de base viendrait-il contrarier leur meilleure insertion dans la société, c'est-à-dire dans l'activité et le revenu ?
- **Le capital citoyen** : non pas « un droit uniforme à la rente », mais un appui et une stimulation à un usage responsable de la ressource allouée. En quoi cette dotation citoyenne viendrait-elle menacer l'égalité de ceux qui sont nés héritiers, alors qu'elle constituerait pour la majorité un stock de démarrage dans la vie ? Un capital de 120 K€ attribué en France à tout citoyen atteignant 25 ans pèserait 5% du Revenu National (voir tableau ci-après proposé par Thomas PIKETTY) ; combien rapporterait-il en création d'activités et de revenus dignes ?
- **La démocratie participative** : non pas « une démocratie formelle », mais un exercice réel de la créativité solidaire avec la communauté nationale. En quoi cette participation ascendante et impliquante, dont les sollicitations récentes (Grand Débat National, Convention Citoyenne pour le Climat...) ont prouvé la créativité, le réalisme et l'efficacité, serait-elle plus menaçante pour nos sociétés qu'une démocratie formelle descendante et injonctive ?

Ces divers dispositifs offrent en outre un ROI (Retour Sur Investissement) dans les 4 piliers du Développement Humain Intégral (Social, Ecologique, Economique, Gouvernance) ! Le revenu universel, comme le capital citoyen, s'ils sont inclus dans l'assiette imposable et un système fiscal progressif, assurent à chaque être humain l'occasion d'exercer une liberté responsable dans l'égalité réelle des chances, incitant chacun à exercer une autonomie solidaire plutôt qu'une indépendance solitaire ! La démocratie participative ascendante favorise l'inclusion des propositions et l'intelligence collective plutôt que la fourniture de solutions imposées par une intelligence élitiste !

Nos services fiscaux sont capables d'imaginer que les dotations en revenu ou capital ainsi allouées puissent être récupérées par une imposition progressive adaptée, sans préjudice aucun pour la société dans son entier... comme ce fut le cas dans une répartition plus égalitaire des contributions et rétributions durant la période définie comme « Les Trente Glorieuses ». Rappelons que « Les Trente Piteuses » qui ont suivi se sont inspirées – elles – sur le néolibéralisme !

« Nous devons apprendre à vivre ensemble comme des frères, sinon nous allons mourir ensemble comme des idiots ! » Martin Luther KING

Tableau 17.1
La circulation de la propriété et l'impôt progressif

Impôt progressif sur la propriété (financement de la dotation en capital versée à chaque jeune adulte)			Impôt progressif sur le revenu (financement du revenu de base et de l'État social et écologique)	
Multiple du patrimoine moyen	Impôt annuel sur la propriété (taux effectif d'imposition)	Impôt sur les successions (taux effectif d'imposition)	Multiple du revenu moyen	Taux effectif d'imposition (y compris cotisations sociales et taxe carbone)
0,5	0,1 %	5 %	0,5	10 %
2	1 %	20 %	2	40 %
5	2 %	50 %	5	50 %
10	5 %	60 %	10	60 %
100	10 %	70 %	100	70 %
1 000	60 %	80 %	1 000	80 %
10 000	90 %	90 %	10 000	90 %

Lecture : le système fiscal proposé comprend un impôt progressif sur la propriété (impôt annuel et impôt successoral) finançant une dotation en capital à chaque jeune adulte et un impôt progressif sur le revenu (y compris cotisations sociales et taxe progressive sur les émissions carbone) finançant le revenu de base et l'État social et écologique (santé, éducation, retraites, chômage, énergie, etc.). Ce système de circulation de la propriété est l'un des éléments constitutifs du socialisme participatif, avec le partage des droits de vote à 50-50 entre représentants des salariés et actionnaires dans les entreprises.

Note : dans l'exemple donné ici, l'impôt progressif sur la propriété prélève environ 5 % du revenu national (permettant de financer une dotation en capital équivalant à 60 % du patrimoine moyen versée à 25 ans) et l'impôt progressif sur le revenu environ 45 % du revenu national (permettant de financer un revenu de base annuel équivalant à 60 % du revenu moyen après impôt, à hauteur de 5 % du revenu national, et l'État social et écologique à hauteur de 40 % du revenu national).

La récente interview du sociologue Bruno LATOUR sur France Inter (ci-dessous), comme la tribune parue dans Le MONDE (ci-après) sont des invitations pressantes et motivées à **revoir les priorités et axes de développement de nos sociétés, du local au mondial**. Entre la finance débridée et le social utile, la santé et l'éducation, l'écologie et l'alimentation, la sobriété et le gaspillage, la production et l'hubris, les transports à tout va et les déplacements d'échanges,... **nous devons ordonner les priorités, en nous appuyant sur cette grande et leçon d'humilité et de réalisme : ce qui n'était pas possible, ou interdit de pensée, est devenu nécessaire et possible !** Bruno LATOUR nous invite, à partir d'un questionnaire simple, à déterminer, donc choisir : ce que nous devons / voulons arrêter ; ce que nous voulons / devons améliorer ; ce que nous devons / voulons créer ou mettre en place. La question des propriétés / caractéristiques / attributs, qui est issue des classifications physiques, chimiques ou biologiques, est fort utiles pour nous aider dans ce tri (voir aussi DESCOLA et ses 4 ontologies).

☞ **Bruno LATOUR, sociologue et philosophe, est l'invité du grand entretien de Nicolas DEMORAND France Inter - Vendredi 3 avril 2020 - 8h20:**

"Si on ne profite pas de cette situation incroyable pour changer, c'est gâcher une crise" :

« Ce n'est pas une situation surprenante pour ceux qui ont travaillé sur l'histoire de la médecine, quand on laisse les microbes faire leur petit travail de mondialisation », analyse le sociologue et philosophe Bruno Latour.

"Chaque pays donne, à cause de son système de santé et sa préparation, une virulence à ce virus. La virulence varie considérablement", estime-t-il. "La nouveauté, c'est la capacité qu'a le virus de profiter de la globalisation. Imposer un régime de viralité à M. Trump et M. Macron en quelques semaines c'est assez stupéfiant." "On a un arrêt général brusque et il serait terrifiant de ne pas en profiter pour infléchir sur le système actuel", poursuit Bruno LATOUR.

"On disait qu'il était impossible de tout arrêter, on l'a fait en deux mois. On se rend compte que brusquement, on peut tout arrêter et que les États peuvent s'imposer. Si on ne profite pas de cette situation incroyable pour voir ce qu'on garde ou pas, c'est gâcher une crise, c'est un crime."

"En décembre, on allait vers une autre catastrophe qui est la mutation écologique. Malgré la situation tragique que nous vivons, elle est moins tragique pour les gens qui s'intéressent à la mutation écologique", analyse le philosophe et sociologue.

« **TRIBUNE. "Plus jamais ça !" :18 responsables d'organisations syndicales, associatives et environnementales appellent à préparer "le jour d'après"** *France Info - Radio France / 27/03/2020*

Face à "la crise du coronavirus" des organisations syndicales, associatives et environnementales réclament "de profonds changements de politiques", pour "se donner l'opportunité historique d'une remise à plat du système, en France et dans le monde" :

- *Des mesures au nom de la justice sociale nécessaires...*
- *Des aides de la BCE conditionnées à la reconversion sociale et écologique...*
- *Relocalisation de la production... »*

Cette tribune est très encourageante : aux côtés des responsables politiques et économiques, qui assurent actuellement le pilotage en période de crise et imaginent bien sûr « le jour d'après », il est indispensable que se regroupent ou convergent les groupes de la société civile, qui envisagent une autre manière de piloter la vie sociétale que « celle qui nous mène droit dans le mur ». En effet, la refondation ou recomposition et l'ordonnancement revu des priorités ne se fera pas spontanément : et des groupes aux visions et intérêts divergents pourraient bien en profiter, soit pour que le spectacle continue avec le même scénario tranquilisant, soit pour dériver vers des régimes très autoritaires ou totalitaires qui rassurent.

La crise que nous traversons permet aussi la mise au jour, des plusieurs phénomènes : relation entre les activités humaines non maîtrisées et le changement climatique ; visibilisation des invisibles, ces travailleurs des ombres, sans lesquels un fonctionnement de la société est impossible, et qui sont les plus mal considérés et rémunérés ; la question des castes existe aussi dans d'autres sociétés que l'hindouisme ! Entre la finance débridée et le social utile, la santé et l'éducation, l'écologie et l'alimentation, la sobriété et le gaspillage, la production et l'hubris, les transports à tout va et les déplacements d'échanges,... *nous devons ordonner les priorités, en nous appuyant sur cette grande et leçon d'humilité et de réalisme : ce qui n'était pas possible, ou interdit de pensée, est devenu nécessaire et possible !*

Le projet T-DEM'UE, présenté sous la direction de Thomas PIKETTY et d'un groupe d'économistes en décembre 2018, propose une alternative structurée, solide, argumentée et chiffrée qui rejoint et éclaire les sentiers d'une refondation du contrat sociétal : « *Projet pour un TRAITÉ DE DÉMOCRATISATION DU GOUVERNEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL DE L'UNION EUROPÉENNE (« T-DEM »)* ». Il converge avec d'autres, comme le **Pacte Finance Climat**, pour :

Renouveler nos approches du développement, en intégrant les niveaux local et global, et les 3 piliers du Développement Durable du rapport Brundtland, ainsi que la question capitale du style de gouvernance : un Socialisme participatif, une Ecologie bienveillante, une Démocratie transversal, le tout au service de l'Humain dans toutes ses dimensions : tout humain, et tout l'humain.

«Nous devons apprendre à vivre ensemble comme des frères, sinon nous allons mourir ensemble comme des idiots!» Martin Luther KING.